



# Assemblée générale

Cinquante-troisième session

## Première Commission

3<sup>e</sup> séance

Lundi 12 octobre 1998, à 10 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président* : M. Mernier ..... (Belgique)

*La séance est ouverte à 10 h 20.*

### Déclaration du Président

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Nous sommes reconnaissants que le Secrétaire général adjoint aux affaires de l'Assemblée générale et aux Services de conférence, M. Jin Yongjian, ainsi que le Secrétaire général de la Conférence du désarmement, M. Vladimir Petrovsky, soient avec nous aujourd'hui. Je voudrais leur souhaiter chaleureusement la bienvenue.

*(L'orateur poursuit en français)*

Conformément à son ordre du jour, la Première Commission commence aujourd'hui son débat général sur le désarmement et les questions de sécurité internationale. Permettez-moi toutefois de faire, au préalable, la traditionnelle déclaration d'ouverture du Président.

Au risque de me répéter, j'aimerais d'abord souhaiter une cordiale bienvenue à tous. J'aimerais aussi remercier toutes les délégations de l'honneur que représente pour mon pays et pour moi-même cette élection à la présidence de la Première Commission.

La cinquante-troisième session de l'Assemblée générale a commencé ses travaux dans un climat qui, à bien des égards, devrait favoriser le désarmement et la sécurité internationale. La diminution tant attendue de la menace

nucléaire s'est accompagnée, ces dernières années, d'une multiplication des échanges culturels et commerciaux. Ceux-ci ne peuvent que favoriser la connaissance et l'estime de l'autre, seules prémisses véritables de la paix.

Il faut se souvenir, toutefois, qu'à l'aube de la Première Guerre mondiale bien des commentateurs concluaient à l'impossibilité de la guerre du fait de l'interdépendance économique. La Belgique connaît plus que d'autres la valeur de ces prédictions. Elle sait que la paix n'est pas un avatar aléatoire de l'histoire, mais l'oeuvre confiante et obstinée d'hommes de bonne volonté. Fort de cette conviction, mon pays s'est engagé avec détermination en faveur du désarmement, État partie de tous les grands traités qui gouvernent aussi bien les armes de destruction massive que les armes classiques, il persistera dans cette voie autant que possible et nécessaire.

Le désarmement, certes, est une entreprise difficile aux aspects complexes et variés. Sa réalisation ne peut s'accomplir que par étapes, sur des voies parfois bien étroites. L'importance de l'enjeu, cependant, n'autorise aucune faiblesse. Rien ne doit entamer notre motivation, rien ne doit altérer notre confiance. Celle-ci, d'ailleurs, peut se nourrir des progrès considérables déjà accomplis. Différents accords importants et un large consensus sur les objectifs à venir en constituent l'essentiel. Sans vouloir rendre compte de tous les développements positifs enregistrés récemment dans le domaine de nos préoccupations, je pense utile d'en faire un rapide examen en commençant par les armes de destruction massive.

Certains pourraient penser qu'il s'agit là, a priori, du thème le moins prometteur. Que l'année écoulée, par exemple, a connu bien des événements regrettables. L'inertie relative du processus START, la persistance d'arsenaux nucléaires considérables, comme les récents essais nucléaires en Asie du Sud semblent leur donner raison. D'autant qu'il faut encore s'inquiéter du non-respect par certains pays des accords de sauvegarde internationaux et des soupçons qui portent ici ou là sur le développement de missiles balistiques de longue portée.

Les difficultés de mise en place d'une interdiction totale des explosions nucléaires, de la production de matières fissiles à des fins militaires, pourraient également justifier quelque morosité. Et bien entendu, il serait dérisoire de nier l'ampleur des défis qui nous sont ainsi lancés.

On aurait tort, toutefois, de forcer le trait du pessimisme et d'oublier les traités importants contrôlant déjà les armes de destruction massive, qu'il s'agisse du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ou de ceux interdisant les armes chimiques et biologiques. La constante progression de ces traités vers l'universalité est en soi une grande satisfaction. Il me plaît, à cet égard, de saluer l'accession récente du Brésil au TNP, ce qui porte à 187 le nombre des États parties à ce traité capital. De même, en février, la Lituanie est devenue le 141e pays à rejoindre la Convention sur les armes biologiques tandis que 11 pays ont accédé en 1998 à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, portant ainsi à 117 le nombre des États parties. Quant au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, il progresse lentement mais sûrement : 151 pays l'ont signé et 21 déjà l'ont ratifié.

Même si la taille des arsenaux stratégiques subsistant reste considérable, on ne peut nier les réductions substantielles opérées ces dernières années aussi bien par les États-Unis et la Russie que par les puissances nucléaires européennes. D'autres mesures, telles que le déciblage et la réduction du niveau d'alerte sont également de bon augure. On peut souhaiter une accélération du démantèlement des arsenaux nucléaires, mais on ne peut nier que les développements en cours vont dans la bonne direction.

De notables progrès ont également été accomplis à la Conférence du désarmement. Celle-ci a établi en son sein deux comités ad hoc. L'un a pour objet les arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation des armes nucléaires, l'autre est chargé d'étudier la négociation d'un traité multilatéral non discriminatoire, internationalement et effectivement vérifiable, interdisant la production de matiè-

res fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires. La Conférence du désarmement a encore désigné des coordonnateurs spéciaux chargés de dégager un consensus sur le transfert des mines antipersonnel, la prévention de la course aux armements dans l'espace et la transparence en matière d'armement. De bonnes perspectives existent également d'établir un comité ad hoc sur l'espace extra-atmosphérique en 1999.

S'agissant des armes biologiques, on se doit de saluer les efforts faits au sein du groupe ad hoc pour rallier la communauté internationale à un protocole de renforcement de la Convention.. Le traité souligne combien la conscience de l'humanité réprouve l'emploi de telles méthodes de combat, réprobation qui, sans doute, explique le soutien considérable apporté à la mise en place d'un système de vérification.

La Commission conviendra également des nombreux progrès de la sécurité au niveau régional, notamment par la mise en place de zones dénucléarisées. Les Traités de Tlatelolco, Rarotonga, Pelindaba et Bangkok témoignent de l'intérêt de telles zones auxquelles devraient s'ajouter bientôt l'Asie centrale.

L'emploi indiscriminé et la prolifération des armes légères et de petit calibre lancent un nouveau défi à l'Organisation des Nations Unies. Tout indique qu'elle veut y faire face. La remise au Secrétaire général, en août dernier, du rapport du Groupe d'experts gouvernemental sur les petites armes a été, à cet égard, un facteur important. Je me réjouis d'avoir pu y contribuer.

Depuis lors, on peut féliciter le Secrétaire général de l'attention qu'il a prêtée au problème et de l'aide qu'il apporte aux États Membres demandant son assistance. L'impact des petites armes sur la sécurité et le développement de nombreux pays l'a conduit à établir un mécanisme appelé «Coordinated Action on Small Arms» dans lequel le Département des affaires du désarmement joue un rôle essentiel.

Dans le même esprit, un groupe d'États Membres a voulu soutenir politiquement et financièrement des mesures telles que la collecte des armes de petit calibre, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants dans la société civile.

Dans bien des cas, cette priorité nouvelle se traduit non seulement en discours mais aussi en actes. Il est, bien entendu, impossible d'en faire un relevé exhaustif, certains toutefois méritent d'être mentionnés.

En juillet 1998, la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes a été un effort international considérable pour maîtriser ce type de commerce.

Cette année également, l'Union européenne a adopté un code de conduite sur l'exportation d'armes qui vient utilement compléter son programme de 1997 de lutte contre le trafic illicite d'armes classiques.

En Afrique de l'Ouest, le Mali et d'autres poursuivent, sur la base d'expériences nationales riches et réussies, la mise en place d'un moratoire régional.

Dans un domaine cousin, 92 pays ont participé cette année au Registre des Nations Unies sur les armes classiques. Outre qu'il s'agit du nombre le plus élevé enregistré jusqu'ici, il faut applaudir la publication, pour la première fois, de données relatives aux productions nationales. Bien entendu, nous restons loin de l'universalité et je ne peux qu'encourager tous les gouvernements à se joindre à l'exercice.

Parallèlement, la qualité des informations fournies par les États Membres sur leurs dépenses militaires n'a cessé de progresser. La prise de conscience collective des menaces posées par les armes classiques ne peut que gagner à une extension et à une amélioration de ce mécanisme d'information et de transparence.

Un des soucis majeurs de l'écrasante majorité des délégations a été, et reste, celui des mines antipersonnel. C'est avec plaisir que la Première Commission veut saluer l'entrée en vigueur de la Convention d'interdiction des mines antipersonnel. Il s'agit là d'un effort majeur qui marque l'aboutissement d'années d'efforts par de nombreux gouvernements soutenus par l'action déterminante des organisations non gouvernementales.

Avant de terminer, je voudrais dire quelques mots sur l'organisation du travail de la Commission. Comme les délégations le savent, la Première Commission est chargée du désarmement depuis 14 ans. Les activités de cette Commission sont complémentaires d'efforts accomplis ailleurs, notamment à la Conférence du désarmement et à la Commission du désarmement. En 1997, mon distingué prédécesseur, M. Nkgowe, du Botswana, a demandé à la Commission de s'attacher «à la formulation d'un agenda international du désarmement qui se fixerait des objectifs réalistes.» (A/C.1/52/PV.3, p. 4). Dans son esprit, cet agenda devait être pratique, orienté vers l'action et centré sur des ques-

tions clefs mises à jour. Je souhaite reprendre à mon compte cette recommandation et encourage tout un chacun à réfléchir à la méthode la plus appropriée pour ce faire.

Je voudrais encore ajouter combien je suis d'avance redevable au Secrétaire général adjoint, M. Dhanapala, ainsi qu'au Bureau de la Commission de la bonne volonté et des conseils avisés dont ils feront bénéficier les délibérations.

Comme mes prédécesseurs, je voudrais rappeler qu'il est important que nous conduisions nos travaux dans les limites du temps qui nous est imparti. Il est important aussi que les orateurs s'en tiennent aux sujets spécifiques à cette Commission. Dans cet esprit, je me réjouis de travailler avec les Présidents des groupes régionaux comme, d'ailleurs, avec chaque délégation.

Les progrès dans le domaine du désarmement ne se font pas dans la précipitation. La patience et la circonspection, au contraire, sont garants de la solidité des acquis. Mais si le rythme de la diplomatie du désarmement s'apparente plus à celui de la botanique qu'à celui de la mécanique, nous aurions tort de trouver là prétexte à une excessive lenteur et à des attermoissements injustifiés. Il importe, au contraire, de saisir chaque occasion de progresser. La Première Commission de l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session est une de ces occasions. Restons-en conscients.

Que notre seul souci soit de rendre notre effort collectif aussi constant que fructueux. Que notre passion soit à la mesure de notre patience et nous répondrons aux attentes de la communauté internationale.

#### **Déclaration du Secrétaire général**

**Le Président :** J'ai l'honneur et le plaisir de souhaiter la bienvenue, au nom de la Première Commission, à M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui a bien voulu s'adresser à la Première Commission au premier jour de ses travaux de fond.

**Le Secrétaire général (interprétation de l'anglais) :** Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de cette importante Commission. Le fait qu'il s'agisse de la Première Commission de l'Assemblée générale témoigne de la priorité que l'Organisation des Nations Unies accorde au désarmement depuis ses premiers jours. Je pense que cette priorité s'imposait.

Comme les membres de la Commission le savent, j'ai décidé, l'année dernière, de restaurer le Département des affaires du désarmement ayant, à sa tête, un Secrétaire général adjoint pour le diriger. J'ai été très heureux que l'Assemblée générale appuie cette décision. Je suis heureux également qu'elle ait agi conformément à ma recommandation pour examiner les travaux de la Commission du Désarmement et ceux de la Première Commission. Je sais que la Commission a l'intention d'actualiser, de rationaliser et de revitaliser ses travaux et j'attends avec intérêt les résultats.

Je suis également très heureux de pouvoir compter sur M. Jayantha Dhanapala comme Secrétaire général adjoint. Il est parfaitement qualifié pour le poste et a pris un excellent départ. Peut-être vous demandez-vous pourquoi il n'est pas ici aujourd'hui. Dans un sens, je le représente pendant qu'il me représente. En effet, il s'est rendu, à ma demande, dans la capitale de votre pays, Monsieur le Président, pour assister à une conférence importante dont le thème est «un désarmement durable pour un développement durable». Je me félicite du fait que le lien entre ces deux thèmes essentiels qui figurent à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, le désarmement et le développement, soit de plus en plus compris et reconnu.

Le désarmement est au coeur des efforts que déploie l'Organisation pour maintenir et renforcer la paix et la sécurité internationales.

On dit parfois que ce ne sont pas les armes qui tuent, mais plutôt les gens. Il est vrai que, ces dernières années, des actes de violence abominables ont été commis sans qu'on ait recours à des armes perfectionnées. Le génocide rwandais est l'exemple qui nous hante tous, mais je pourrais en citer beaucoup d'autres. Ceux qui nous viennent immédiatement à l'esprit, à cause d'images atroces que nous avons vues, sont les massacres qui ont récemment eu lieu au Kosovo. Les armes légères sont utilisées pour tuer ou blesser des milliers et des milliers de civils chaque année. Et ce qui est encore plus choquant, c'est que l'écrasante majorité des victimes sont des femmes et des enfants.

Le désarmement doit donc porter aussi bien sur les armes de petit calibre que sur les armes lourdes. Je suis heureux de voir que la communauté internationale commence à s'en rendre compte. À ce propos, je salue en particulier le moratoire que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a décidé d'imposer au commerce et à la fabrication des armes légères et l'entrée en vigueur récente de la Convention inter-américaine contre la fabrication et le trafic illicite des armes à feu, des muni-

tions, des explosifs et d'autre matériel connexe. Peut-être devrions-nous penser maintenant à une convention limitant la longueur des titres des accords internationaux!

Je tiens aussi à remercier Michael Douglas — un redoutable utilisateur d'armes légères à l'écran — de tout ce qu'il fait en tant que messager de la paix pour alerter l'opinion publique aux dommages terribles que ces armes causent dans la réalité. Je suis convaincu qu'il est possible de mobiliser la société civile dans son ensemble sur cette question comme on l'a déjà fait avec succès sur la question des mines terrestres antipersonnel.

Il y a lieu de se féliciter de ce qu'un aussi grand nombre d'États Membres aient signé et ratifié la Convention d'Ottawa — une interdiction complète des mines terrestres antipersonnel — qui entrera en vigueur au mois de mars prochain. Nous devons maintenant tout faire pour que cette interdiction devienne universelle.

En même temps, nous ne pouvons nous permettre de relâcher nos efforts pour freiner la prolifération des armes lourdes et, en particulier, des armes de destruction massive. Ce serait le comble de la folie que de partir du principe que ces armes sont trop terribles pour être utilisées et que les États ne les conservent qu'aux seules fins de dissuasion. Nous savons que des armes nucléaires ont été utilisées en 1945 et que les villes d'Hiroshima et de Nagasaki souffrent encore aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après, de leurs effets dévastateurs.

Nous savons aussi que des armes chimiques ont été abondamment utilisées, notamment contre l'Iran et contre des civils dans le nord de l'Iraq, en 1988. La population d'Halabja, en Iraq, souffre encore, elle aussi, 10 ans plus tard, des effets de ces armes qui se manifestent sous forme de maladies débilitantes, de malformations congénitales et de fausses couches.

Quant à la menace des armes biologiques, elle est presque trop terrible pour qu'on puisse l'imaginer. Pourtant, nous savons que certains États ont mis au point de telles armes et qu'ils les gardent dans leurs arsenaux. Tant que des États auront de telles armes à leur disposition, il subsistera toujours le risque que, tôt ou tard, ils décident de les utiliser. Et il existe un risque permanent qu'elles échappent au contrôle des États et tombent entre les mains de terroristes. C'est pourquoi nous devons intensifier nos efforts pour qu'un plus grand nombre d'États deviennent parties aux Conventions sur les armes chimiques et biologiques et pour que le respect de ces conventions soit mieux vérifié.

C'est aussi pour cette raison que les essais nucléaires effectués cette année par l'Inde et le Pakistan ne doivent pas nous laisser indifférents. Il va sans dire que j'accueille avec la plus grande satisfaction les déclarations des Premiers Ministres de ces deux pays qui ont fait connaître à l'Assemblée générale leur intention d'adhérer au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous devons tous oeuvrer pour que ce Traité entre en vigueur le plus tôt possible. Mais nous devons oeuvrer aussi pour qu'aboutissent les efforts déployés pour obtenir l'adhésion universelle à tous les traités fondamentaux relatifs aux armes de destruction massive, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et nous devons nous rappeler que la permanence de ce Traité dépend du sérieux avec lequel toutes les parties en appliqueront les dispositions.

L'Organisation des Nations Unies s'emploie depuis plus d'un demi-siècle à éliminer les armes nucléaires partout dans le monde et en condamne l'acquisition où que ce soit. Considérant le potentiel de dévastation d'une seule arme nucléaire, je suis convaincu que le désarmement nucléaire global doit rester en tête de notre ordre du jour. Je compte sur la Première Commission pour prendre la direction des tâches à entreprendre afin de délivrer le monde de cette menace ainsi que de la menace des armes chimiques et biologiques.

J'ai dit tout à l'heure que le désarmement et le développement étaient étroitement liés. Je crois qu'ils le sont de deux manières.

Premièrement, le désarmement est indispensable pour prévenir effectivement les conflits et pour consolider la paix après les conflits dans de nombreuses parties du monde en développement, et les conflits sont les pires ennemis du développement où qu'ils se produisent.

Deuxièmement, même lorsqu'une course aux armements ne conduit pas directement au conflit, elle entraîne un détournement cruel de compétences et de ressources qui ne peuvent être affectées au développement. Alors que tant de besoins humains restent insatisfaits, des millions de personnes dépendent, sur cette planète, de la fabrication, de la distribution ou de l'entretien d'engins conçus uniquement pour détruire, des engins à propos desquels, le mieux qu'on puisse espérer c'est qu'ils ne soient jamais utilisés. C'est là un gaspillage terrible. Plus encore, c'est une source de grande honte. Tant que cela durera, aucun de nous ne pourra être très fier de notre humanité. Le monde compte sur l'Organisation des Nations Unies, et l'Organisation des Nations Unies compte sur la Première Commission afin de

l'orienter dans une direction différente et plus optimiste. Je souhaite plein succès à la Commission dans ses travaux. Soyez assurés que vous pourrez jouir de tout l'appui que le Secrétariat pourra vous donner.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie M. Kofi Annan de ses observations stimulantes qui, j'en suis sûr, contribueront beaucoup aux délibérations de la Première Commission. Je crois savoir que le Secrétaire général a d'autres engagements urgents et qu'il doit donc nous quitter maintenant. Je lui adresse mes meilleurs vœux de succès.

### **Points 63 à 79 de l'ordre du jour**

#### **Débat général sur tous les points concernant le désarmement et la sécurité internationale**

**M. De Icaza** (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous adresser les félicitations de ma délégation pour votre élection à la présidence de la Première Commission et de vous assurer de notre soutien dans la direction des travaux. Nous connaissons depuis longtemps vos talents professionnels et votre connaissance des questions du désarmement et de la sécurité et nous savons, par conséquent, que vous vous acquitterez de vos hautes responsabilités d'une façon remarquable et efficace.

Par votre intermédiaire, Monsieur le Président, je voudrais exprimer la reconnaissance de ma délégation au Secrétaire général pour la déclaration qu'il vient de prononcer. Nous sommes persuadés que ses réflexions sur les questions de désarmement seront dûment prises en considération au cours de nos délibérations.

Nous célébrons, cette année, le vingtième anniversaire du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée entièrement au désarmement. La situation internationale est, aujourd'hui, profondément différente de celle que l'on constatait il y a 20 ans, néanmoins la Déclaration de principes, le Programme d'action et les mécanismes de désarmement approuvés par consensus dans ce Document final gardent toute leur valeur. Le fait que des armes nucléaires existent encore continue d'être une menace à la survie même de l'humanité, et le désarmement et la limitation des armements, en particulier dans le domaine nucléaire, restent de la plus grande importance pour la prévention du danger de guerre nucléaire, le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et le progrès économique et social de tous les peuples.

Avec la fin de la guerre froide et l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques, les raisons que l'on avançait autrefois pour justifier la possession, l'accumulation et le perfectionnement technologique des armes nucléaires ont disparu. Ces raisons étaient même avancées pour justifier un éventuel usage de ces armes potentiellement catastrophiques. Non seulement les armes nucléaires existent-elles encore, mais de nouvelles justifications sont aujourd'hui avancées sous forme de doctrines de dissuasion nouvelles, voire même de doctrines de première utilisation qui ont été adoptées par des puissances nucléaires qui, jusque-là, les avaient rejetées.

Plus inquiétant encore, de profondes fissures sont apparues dans le régime international de non-prolifération et les processus de réduction tellement prometteurs, comme le START, semblent aujourd'hui bloqués.

Entre-temps, les risques de voir les armes nucléaires utilisées par accident ou à la suite d'une erreur de calcul ou encore de façon non autorisée n'ont pas diminué, mais plutôt augmenté, tout comme les risques de ne plus pouvoir exercer un contrôle sur la technologie et les matériaux associés à la fabrication d'armes nucléaires. Tout ces facteurs pris dans leur ensemble semblent mener à la conclusion que la probabilité d'une utilisation d'armes nucléaires est aujourd'hui plus élevée qu'elle ne l'était en 1978. Si bien qu'aujourd'hui, comme hier, la priorité en matière de désarmement et de sécurité doit être le désarmement nucléaire qui exige d'urgence des négociations par étapes appropriées avec des mesures suffisantes de vérification qui mènent le plus rapidement possible à l'élimination complète et définitive des arsenaux nucléaires et de leurs vecteurs.

La paralysie du processus de négociation sur désarmement nucléaire ressort clairement des faits suivants : presque six ans après avoir été signé, START II n'est pas encore entré en vigueur, la Conférence du désarmement n'a pu créer un comité spécial sur le désarmement nucléaire, la Commission du désarmement n'a pu parvenir à un consensus sur l'objectif ou l'ordre du jour d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et le Comité préparatoire de la Conférence des parties au Traité de non-prolifération n'a pu présenter des recommandations de fond concernant le désarmement nucléaire.

Sans aucun doute, certains de ces faits sont le résultat de conjonctures, mais on trouve, faisant parfois surface, un certain nombre d'idées archaïques sur le rôle que les armes nucléaires peuvent jouer dans les stratégies nucléaires, perceptions qu'il est urgent de changer. Nous ne verrons pas

de progrès important en l'absence d'un engagement sans équivoque en faveur d'un monde totalement libéré des armes nucléaires. Pour avancer vers cet objectif, il est nécessaire d'être convaincu que posséder des armes nucléaires n'accorde aucun droit ni privilège particulier, ne garantit aucune invulnérabilité, mais, au contraire, ne fait qu'accroître la vulnérabilité des possesseurs de l'arme nucléaire et que l'existence même de ces armes est une menace intolérable pour l'humanité.

Le régime international de non-prolifération, qui se compose d'un certain nombre de traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, du Traité de non-prolifération de 1968 et des décisions accompagnant sa prorogation indéfinie en 1995, le Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires de 1996, doit être préservé et renforcé car il est indispensable pour la paix et la sécurité internationales puisqu'il est une condition indispensable et le fondement juridiquement contraignant du désarmement nucléaire. Ce régime exige que des mesures urgentes soient prises par la communauté internationale qui a vu, cette année, l'échec de la deuxième session du Comité préparatoire pour la Conférence d'examen des parties du Traité de non-prolifération des armes nucléaires de l'an 2000 et, en particulier, les essais d'armes nucléaires qui ont eu lieu en Asie du Sud.

La deuxième session du Comité préparatoire a simplement donné lieu à un rapport de procédures, non pas par absence de consensus en raison d'une situation de conjoncture mais plutôt en raison de perspectives divergentes quant à la portée et à l'objectif même du Comité préparatoire et, en particulier, concernant les principes, les objectifs et les moyens en vue de réaliser le désarmement nucléaire et l'application complète de l'article VI du Traité.

Le Traité de non-prolifération, qui est la pierre angulaire du régime, est un traité de nature provisoire, malgré sa prorogation indéfinie. Il ne reste en vigueur que tant que le désarmement nucléaire n'aura pas été réalisé et il est donc d'une importance capitale de faire des efforts systématiques et progressifs vers l'objectif final qui est la réduction des armes nucléaires au niveau mondial afin d'arriver à leur élimination complète. Les interruptions, les pauses, les impasses, notamment dans le processus de désarmement nucléaire, remettent en cause le régime international de non-prolifération car cela ne fait qu'accentuer le déséquilibre et rendre plus difficile la réalisation de son universalité indispensable. La prochaine session du Comité préparatoire devra faire un effort particulier pour réaliser un consensus permettant de présenter des recommandations concrètes en

matière de désarmement nucléaire à la Conférence des Parties au TNP de l'an 2000.

Le Comité préparatoire doit également recommander à la Conférence la mise en place d'organes subsidiaires chargés de s'occuper des questions particulières relatives au Traité afin de les étudier plus attentivement. Dans ce contexte, nous saluons ici l'importante initiative prise par l'Afrique du Sud concernant l'examen approfondi de la question des garanties de sécurité.

Le Mexique déplore et condamne les essais d'armes nucléaires réalisés en mai de cette année en Asie du Sud, comme il a toujours condamné la réalisation de tout essai d'armes nucléaires dont l'arrêt définitif est indispensable pour la paix et la sécurité mondiales, pour le régime international de non-prolifération sous tous ses aspects et pour l'avènement d'un monde entièrement exempt d'armes nucléaires. Au cours de la présente session de l'Assemblée générale, nous présenterons des projets de résolution regrettant tout essai d'armes nucléaires et appelant à la signature et à la ratification rapide du Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires ainsi qu'au maintien des moratoires et au respect de l'esprit et de la lettre du Traité en attendant son entrée en vigueur.

La menace que ne cesse de représenter pour l'humanité l'existence d'armes nucléaires, la paralysie dans laquelle se trouvent les instances multilatérales de négociation en vue d'aboutir au désarmement nucléaire et les pressions qui pèsent sur les régimes internationaux de non-prolifération ont convaincu de nombreux pays de la nécessité d'un nouveau programme de travail international pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires par la réalisation en parallèle d'un certain nombre de mesures qui se renforcent mutuellement aux niveaux bilatéral, plurilatéral et multilatéral. En juin dernier, les Ministres des affaires étrangères du Mexique, du Brésil, du Canada, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande, de la Slovénie, de l'Afrique du Sud et de la Suède ont publié une Déclaration commune en ce sens et nous présenterons un projet de résolution à l'Assemblée générale pour examen.

Il faut à présent abandonner les positions extrêmes en matière de désarmement nucléaire. Le moment est venu de prendre les mesures nécessaires pour insuffler une force et une perspective nouvelles au désarmement nucléaire. Les circonstances sont favorables et l'enjeu est important. Nous devons tous, sans exception, prendre un engagement sans équivoque en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Aujourd'hui, les zones exemptes d'armes nucléaires représentent plus de 50 % de la superficie terrestre de la planète. Le Mexique continuera d'appuyer les efforts visant à la création de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'accords librement consentis entre les États qui les composent et au renforcement des zones exemptes d'armes nucléaires qui existent déjà afin d'obtenir leur plus grande représentation régionale. Nous verrons à élargir les liens politiques entre les zones qui existent en vue d'approcher de notre objectif qui est de faire de tout l'hémisphère Sud et des zones voisines une zone exempte d'armes nucléaires. Nous appuyons l'initiative recommandant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale.

Le Gouvernement mexicain tient à rappeler qu'il est prêt à collaborer à la mise en place d'un mécanisme de coopération entre les différents organismes créés par les Traités de Tlatelolco, Rarotonga, Pelindaba et Bangkok, en vue d'échanger des informations et des données d'expérience susceptibles de faire progresser nos objectifs communs.

La création, en août dernier, d'un Comité spécial, conformément au point 1 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, chargé de négocier une convention interdisant la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires et à d'autres engins nucléaires explosifs a reçu le soutien de ma délégation. Toutefois, nous tenons à indiquer très clairement que, pour le Mexique, il importe avant tout que le traité soit non seulement une mesure de non-prolifération mais également une véritable mesure de désarmement nucléaire.

Si l'arrêt de la production de matières fissiles doit être l'un des objectifs du traité, pour que celui-ci devienne une véritable mesure de désarmement nucléaire, il faut également des engagements contraignants sur la gestion des réserves qui existent, y compris celles destinées à des réacteurs civils qui utilisent des matières fissiles qui peuvent également être utilisés à des fins militaires. Nous exprimons notre engagement à participer constructivement, au sein de la Conférence du désarmement, à toutes les négociations qui se déroulent sur des bases transparentes et faisant l'objet d'un consensus.

Ma délégation se félicite du fait qu'un an seulement après l'entrée en vigueur de la Convention de Paris sur l'interdiction des armes chimiques et du lancement de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, celle-ci en soit maintenant à l'étape de renforcement institu-

tionnel et le régime de vérification de la Convention est pleinement en vigueur. Ces résultats doivent être renforcés par l'achèvement total du processus de déclaration initial qui, à ce jour, n'a pas encore été entièrement assumé par 26 % des États parties à la Convention. La réticence des États pourtant obligés en vertu des articles IV et V de la Convention d'assumer les coûts résultant de la vérification et de la destruction des armes chimiques en réserve préoccupe ma délégation..

Le Mexique a, à de nombreuses reprises, fait valoir la priorité qu'il accorde à la conclusion de négociations sur un protocole en matière de vérification de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques. Mon pays s'est associé aux déclarations communes des pays non alignés et des États de l'Amérique latine. Le 23 septembre 1998, le Ministre des affaires étrangères du Mexique, l'Ambassadeur Rosario Green, a participé à la réunion ministérielle au cours de laquelle 57 États ont réaffirmé leur volonté politique de faire aboutir les négociations sur le protocole de vérification en vue de renforcer le régime d'interdiction des armes biologiques.

Le Mexique réitère son appel à la souplesse pour que le Groupe spécial puisse s'acquitter de son mandat par la conception d'un mécanisme efficace et à coût réduit de vérification et par la mise en pratique de mesures visant à renforcer la coopération internationale en ce qui concerne la biotechnologie et les équipements nécessaires à son utilisation à des fins pacifiques.

Pour que le mécanisme de vérification soit fiable et encourage la confiance des États, les mesures envisagées doivent être définies avec une grande clarté juridique et avec rigueur. Toute duplication, toute ambiguïté de même que toute interpolation superflue doit être évitée. Le protocole doit tendre à rejoindre l'universalité et doit, pour cela, être adopté par consensus.

Les intérêts du Mexique et les initiatives prises par mon pays ne se limitent pas à l'élimination des armes de destruction massive — en commençant par les armes nucléaires — bien que le désarmement nucléaire soit, pour notre pays comme pour la majorité des nations, la première priorité en matière de désarmement. La disponibilité excessive, l'accumulation et le transfert d'armes classiques, en particulier le trafic illicite des armes de petit calibre et des armes légères, menacent la sécurité de tous les États non seulement en encourageant les conflits mais en renforçant le crime organisé, ce qui rend plus difficile encore la lutte contre le trafic des stupéfiants et encourage le terrorisme.

Le besoin urgent de prendre des mesures efficaces contre le trafic illicite s'est manifesté par la rapidité avec laquelle il a été possible de négocier et de conclure, sur l'initiative du Gouvernement mexicain, la Convention inter-américaine contre la fabrication et le trafic illicite des armes à feu, des munitions, des explosifs et d'autres matériaux connexes qui a été signée par 29 pays le 14 novembre 1997 en présence des présidents du Mexique et des États-Unis au siège de l'Organisation des États américains (OEA). J'ai le plaisir de mentionner que cette Convention est entrée en vigueur depuis que les Gouvernements du Mexique et du Belize ont déposé leurs instruments de ratification, et nous espérons qu'elle obtiendra rapidement l'universalité régionale qu'elle mérite.

Le Mexique appuie les activités du Groupe d'experts gouvernementaux de l'Organisation des Nations Unies chargé d'examiner la question des armes légères et de petit calibre en participant activement aux discussions des experts concernant la mise en oeuvre des mesures adoptées pour la prévention et la réduction des accumulations excessives et déstabilisantes de ce type d'armes. Nous espérons que ce Groupe pourra présenter à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale un rapport présentant des mesures supplémentaires pour atteindre ces objectifs. Nous désirons exprimer notre soutien à la tenue d'une Conférence internationale sur le commerce illicite des armes dans tous ses aspects, comme il est proposé dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux précédent. Nous pensons que la communauté internationale devrait profiter de l'actuelle conjoncture favorable pour définir un certain nombre de mesures internationales en vue de lutter contre le trafic illicite des armes de petit calibre.

La mobilisation mondiale en vue d'éliminer les mines antipersonnel a atteint son point culminant par le dépôt, le 16 septembre dernier, du quarantième instrument de ratification de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. La rapidité avec laquelle le processus de ratification de cette Convention a pu aboutir, permettant son entrée en vigueur le 1er mars de l'année prochaine, est, pour mon gouvernement, une source de profonde satisfaction. Le Mexique, qui s'est engagé à mettre en oeuvre les dispositions de la Convention, a déposé son instrument de ratification de la Convention d'Ottawa le 9 juin dernier.

Les pays engagés en faveur de l'interdiction totale des mines antipersonnel présenteront à l'Assemblée générale un projet de résolution invitant tous les États à signer et à ratifier sans retard la Convention d'Ottawa et à y adhérer.



L'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa nous confronte au défi que représente sa mise en oeuvre efficace. Les Gouvernements du Mexique et du Canada, avec le soutien de l'OEA, convoqueront, en janvier 1999 à Mexico, un séminaire régional en vue de progresser vers l'objectif qui consiste à déclarer l'hémisphère occidental zone exempte de mines antipersonnel dès l'an 2000. Nous nous engageons également à participer activement aux travaux préparatoires de la première réunion des États parties qui aura lieu à Maputo l'année prochaine.

Lorsque j'ai pris la parole devant la Première Commission, l'année dernière, j'ai déclaré :

«Répondre à l'appel mondial en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires est la responsabilité de tous. Ceux d'entre nous qui se sont engagés à oeuvrer pour atteindre l'objectif du désarmement nucléaire finiront par trouver le moyen de surmonter la paralysie qui nous a été imposée.» (A/C.1/52/PV.3, p. 6)

J'avais ajouté que le Mexique entamerait des consultations en vue d'envisager la possibilité de tenir une conférence mondiale sur la question du désarmement nucléaire. Nous sommes heureux que cette idée ait progressé et soit de plus en plus appuyée. En juin de cette année, le Président Mubarak de l'Égypte a pris l'initiative de demander la convocation, le plus rapidement possible, d'une conférence internationale pour examiner les mesures nécessaires pour débarrasser le monde des armes de destruction massive et en particulier des armes nucléaires. En outre, lors de la douzième réunion au sommet du Mouvement des pays non alignés, les chefs d'État et de gouvernement ont lancé un appel à la tenue d'une conférence internationale qui aurait pour objectif de réaliser un accord avant la fin du millénaire sur un programme progressif visant à l'élimination complète des armes nucléaires. En matière de désarmement nucléaire — qui est la responsabilité de tous — c'est à tous qu'il appartient de sortir de la paralysie actuelle des négociations et des instances multilatérales.

**M. Hajnoczi** (Autriche) (*interprétation de l'anglais*) :

Au nom de l'Union européenne, je tiens à vous féliciter sincèrement, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence de la Première Commission. Nous sommes certains que grâce à votre compétente direction, votre longue expérience et votre réputation méritée dans le domaine du désarmement, les travaux de la Commission cette année seront couronnés de succès. L'Union européenne vous assure de son plein appui dans l'exécution de vos importantes fonctions. Nous sommes particulièrement

heureux de voir le représentant d'un membre de l'Union européenne à la présidence.

L'Union européenne est reconnaissante au Secrétaire général d'avoir pris la parole à la Première Commission ce matin et d'avoir prononcé cette allocution importante.

Les pays d'Europe centrale et de l'Est associés à l'Union européenne — la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie — ainsi que l'Islande, pays membre de l'Association européenne de libre-échange et de la Région économique européenne s'associent à cette déclaration.

En cette fin de XXe siècle, si d'importantes réalisations ont eu lieu en matière de sécurité internationale, nous devons, par contre, faire face à des défis sérieux.

L'ouverture à la signature et la perspective de l'entrée en vigueur, le 1er mars 1999, de la Convention d'Ottawa; la décision prise récemment d'entreprendre des négociations sur un traité sur la production des matières fissiles; les travaux menés pour la mise en place d'un système de vérification pour le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires; l'adoption d'un Protocole Type qui s'ajoute aux accords de sauvegarde existant à l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA) pour le renforcement des sauvegardes nucléaires; la poursuite du processus renforcé d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires; la poursuite active de négociations au sein du Groupe spécial sur un protocole juridiquement contraignant établissant un régime de vérification et de mise en oeuvre qui renforcerait de manière efficace la Convention sur les armes biologiques; ainsi que les efforts actuellement déployés face aux problèmes liés à la disponibilité excessive, à l'accumulation ainsi qu'à la prolifération effrénée des armes légères; tout cela témoigne de l'engagement de la communauté internationale à la mise en place d'un réseau d'accords de désarmement international et de non-prolifération encore plus complet.

Malgré ces mesures, malheureusement, le risque de la prolifération des armes de destruction massive et les problèmes dus à l'accumulation déstabilisatrice des armes classiques n'ont toujours pas été supprimés. L'Union européenne demande que la communauté internationale continue d'être pleinement engagée dans la lutte contre de tels risques, qui sont une menace pour nous tous.

L'Union européenne est profondément préoccupée par la situation en Asie du Sud. Les essais nucléaires effectués

par l'Inde et le Pakistan ont nui à la stabilité dans la région et isolé ces deux pays de l'effort déployé par la communauté internationale dans le domaine de la non-prolifération. L'Union a condamné ces essais à plusieurs reprises, a enjoint ces deux pays d'adhérer au régime de non-prolifération international et a prié instamment l'Inde et le Pakistan de s'abstenir de procéder à d'autres essais nucléaires et à la mise au point, l'assemblage et le déploiement d'armes nucléaires ou de missiles balistiques capables de porter des ogives nucléaires.

L'Union européenne a pris bonne note des déclarations faites par les deux parties relativement à un moratoire sur d'autres essais nucléaires. Elle se félicite de l'intention apparente de l'Inde et du Pakistan d'adhérer au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ces pays devraient signer et ratifier le Traité promptement et inconditionnellement. Ils devraient également adhérer au Traité de non-prolifération tel qu'il existe aujourd'hui. L'Union européenne se félicite de l'intention de l'Inde et du Pakistan de contribuer aux négociations sur un traité sur la production des matières fissiles au Comité spécial de la Conférence du désarmement. Nous prions instamment les deux pays d'adopter des moratoires sur la production de matières fissiles pendant la négociation du traité. Nous demandons instamment aux deux pays de promulguer des lois pour exercer des contrôles stricts sur les exportations de matières, d'équipement et de technologie contrôlés en vertu des listes sur l'usage double et le déclenchement des Groupes de fournisseurs nucléaires et l'Annexe du régime de contrôle des technologies de missiles.

L'Union européenne se félicite de l'accord du 23 septembre conclu entre l'Inde et le Pakistan afin de reprendre le dialogue sur toutes les questions en suspens, en particulier les questions concernant la paix et la sécurité. L'Union est toujours prête à contribuer aux efforts visant à promouvoir la stabilité régionale.

En ce qui concerne la sécurité en Europe, l'Union poursuit l'objectif de la consolidation de la paix et de la stabilité pour le continent tout entier. Le développement de la nouvelle architecture sécuritaire européenne devrait tenir compte du nouvel esprit de coopération de l'Europe qui doit maintenant être actualisé pleinement. La sécurité européenne est, par définition, globale et indivisible et la nouvelle architecture sécuritaire doit tenir pleinement compte des intérêts légitimes de tous les pays d'Europe en matière de sécurité et présumer de la liberté qu'ont tous les États de choisir leurs propres arrangements sécuritaires. En conséquence, l'Union européenne estime que les différentes organisations responsables de la sécurité en Europe devraient

continuer de collaborer et de s'entraider. L'Union européenne encourage une étroite coordination et, le cas échéant, la coopération entre les organisations internationales intéressées, notamment entre l'ONU et les autres institutions qui sont responsables de la sécurité européenne.

Un des principaux objectifs de l'Union dans les travaux réalisés dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) est d'élaborer une nouvelle charte sur la sécurité européenne. L'Union appuie activement l'OSCE en tant qu'organisme régional en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies et son rôle au sein de l'OSCE pour la prévention des conflits, le règlement pacifique des différends, la promotion de la démocratie, le respect des droits de l'homme et la primauté du droit. À ce sujet également, l'Union continue de développer ses relations avec l'Union européenne de l'ouest, ce qui permet à l'Union européenne de jouer un rôle plus actif dans les tâches dites de Petersberg qui comprennent certaines opérations d'appui à la paix. L'Union européenne est convaincue que l'élargissement actuel de l'Alliance Nord-Atlantique et la politique de porte ouverte de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord contribueront à la consolidation de la paix et à la stabilité sans créer de nouvelles divisions en Europe. L'Union apporte également une importante contribution, en recherchant activement un dialogue transparent et ouvert avec d'autres pays du continent — tels que la Fédération de Russie et l'Ukraine — et avec les régions avoisinantes, notamment les pays du bassin méditerranéen, relativement aux questions d'une nouvelle architecture sécuritaire.

Le Traité sur les forces armées classiques en Europe est la clef de voûte de la sécurité de l'Europe et devrait le demeurer dans la nouvelle architecture sécuritaire européenne. À cette fin, l'Union européenne appelle les États parties au Traité sur les forces armées classiques en Europe à conclure les négociations sur l'adaptation rapidement. Elle se félicite de la décision prise le 23 juillet 1997 sur certains éléments fondamentaux relatifs à l'adaptation du Traité et les progrès réalisés depuis. Nous attendons avec intérêt les progrès qui devraient avoir lieu aux prochaines négociations à Vienne. Les pays membres de l'OSCE qui ne sont pas parties au Traité sont informés des problèmes de négociation dans le forum de l'OSCE pour la coopération sécuritaire qui continue de contribuer à la réalisation des objectifs de limitation des armes classiques en Europe. Entre autres, l'OSCE joue un rôle important dans la mise en oeuvre des engagements sur la limitation des armements et la stabilisation régionale prévue dans le cadre général de paix en Bosnie-Herzégovine.

L'Union se félicite des progrès continus réalisés relativement aux mesures de confiance et de sécurité et à la limitation des armements dans l'ex-Yougoslavie, tel que mentionné aux articles II et IV de l'annexe 1 B de l'Accord de paix de Dayton/Paris (A/50/790). L'Union attend avec impatience que commencent les négociations, comme prévu à l'article V de l'annexe 1 B, avec pour objectif l'établissement de la paix et de la stabilité régionale dans l'ex-Yougoslavie et autour de celle-ci, et prie instamment les parties à participer activement au prochain processus de négociations.

La consolidation de la paix en ex-Yougoslavie et la résolution de la crise au Kosovo continuent d'être parmi les priorités les plus importantes de l'Union cette année. L'Union demeure engagée à la mise en oeuvre d'un embargo sur les armes contre la République fédérale de Yougoslavie et a demandé à la mission d'observation de la communauté européenne en République fédérale de Yougoslavie, dans l'ex-république yougoslave de Macédoine et en Albanie, de faire rapport au Comité des sanctions quant à toute information pertinente qu'elle pourrait avoir obtenu relativement au mouvement des armes. L'Union est également très attachée aux objectifs adoptés par le Conseil de mise en oeuvre de la paix à Bonn, en décembre dernier, pour la mise en oeuvre de l'Accord de paix de Dayton/Paris cette année et au-delà.

L'Union européenne est très préoccupée et alarmée par la situation au Kosovo et demande l'application immédiate et intégrale de toutes les dispositions des résolutions 1160 (1998) et 1199 (1998) du Conseil de sécurité.

En tant que le donateur le plus important pour la Bosnie-Herzégovine, l'Union est particulièrement intéressée de voir les progrès qui doivent être réalisés, par le biais d'une paix permanente, vers la réconciliation et la stabilité. L'Union européenne a appuyé le développement des institutions, la reconstruction et le retour des réfugiés en Bosnie-Herzégovine. Pour manifester cet engagement, l'Union a publié une déclaration le 8 juin sur une coopération plus étroite entre la Bosnie-Herzégovine et l'Europe, si la Bosnie-Herzégovine continue sur la voie de la paix et de la démocratie.

L'Union a également mis sur pied une Équipe spéciale consultative pour utiliser l'expertise de l'Union européenne pour aider la Bosnie-Herzégovine dans cette voie. Maintenant que les élections de septembre ont eu lieu, l'Union continuera cette coopération étroite si les nouveaux dirigeants respectent leurs obligations tel qu'énoncé dans l'Accord de Paris/Dayton.

L'Union réitère sa demande pour que les États signataires qui ne l'ont pas encore fait ratifient le Traité «Ciel ouvert» dès que possible.

L'Union européenne accorde la plus grande importance au progrès dans les domaines du désarmement, de la limitation des armements et de la non-prolifération en tant qu'élément clef du maintien de la paix et du renforcement de la sécurité internationale. L'Union continuera d'apporter une contribution substantielle à la promotion des efforts internationaux dans ce domaine.

L'Union estime que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demeure la pierre angulaire du régime de non-prolifération internationale et le fondement principal de la poursuite du désarmement nucléaire. L'Union européenne est favorable à la mise en oeuvre des objectifs tels qu'énoncés dans le Traité et dans la décision de 1995 relative aux principes et objectifs pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires. L'Union européenne accorde la plus grande importance à l'adhésion universelle au Traité qui renforce son rôle fondamental et consolide les objectifs de non-prolifération mondiale et de désarmement et elle se félicite vivement de l'adhésion récente du Brésil au TNP.

En se préparant à la deuxième session, en 1998, le Conseil a défini une position commune le 23 avril 1998, fixant les objectifs de l'Union européenne visant au succès de la Conférence d'examen du TNP de l'an 2000. Conformément aux dispositions de la position commune, l'Union européenne continuera de promouvoir l'adhésion universelle au TNP, d'encourager la participation aux sessions du Comité préparatoire et à la Conférence d'examen de l'an 2000 et travaillera à obtenir un consensus lors des sessions du Comité préparatoire et à la Conférence elle-même. L'Union regrette que la deuxième session du Comité préparatoire n'ait pas permis d'obtenir des résultats substantiels sur les questions de fond et n'ait pas conduit à des recommandations à la troisième session. Nous prions instamment tous les participants à la troisième session du Comité préparatoire d'oeuvrer pour trouver des solutions de consensus. Gardant à l'esprit l'importance de la décision sur les principes et les objectifs pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires, l'Union européenne est fermement attachée au succès de la Conférence d'examen de l'an 2000 et est prête à continuer de jouer un rôle actif et constructif pour renforcer le processus d'examen.

L'Union européenne se félicite de l'adoption le 15 mai 1997 par le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique d'un Protocole type additionnel aux accords de garanties existants qui contient des mesures

visant à renforcer l'efficacité et à améliorer l'efficience du système de garanties de l'Agence en augmentant sa capacité de détecter les activités nucléaires non déclarées. Le 8 juin 1998, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission à conclure avec l'AIEA, au nom de la Communauté de l'énergie atomique européenne, trois protocoles additionnels couvrant les 13 États membres non dotés d'armes nucléaires de l'Union européenne, le Royaume-Uni et la France. Le 22 septembre 1998, ces protocoles additionnels ont été signés à Vienne par les parties intéressées. L'Union appelle tous les États ayant des accords de garanties avec l'AIEA à conclure des protocoles additionnels à ces accords sur la base du Protocole type.

Nous répétons que nous demeurons profondément préoccupés par le fait que la République démocratique populaire de Corée continue de ne pas respecter son accord de garantie. Nous prions instamment la République démocratique populaire de Corée de respecter pleinement son accord avec l'AIEA dès que possible et d'appuyer les efforts de non-prolifération en s'abstenant de tout acte, y compris dans le domaine des missiles balistiques, qui nuirait à la stabilité dans la région. L'Union européenne se déclare préoccupée du lancement réalisé par la République démocratique populaire de Corée le 31 août. Nous continuons d'appuyer l'Organisation du développement de l'énergie de la péninsule coréenne et le Cadre concerté et nous demandons aux autres pays de contribuer aux objectifs de non-prolifération de l'organisation.

La situation en Iraq exige que l'on continue d'être vigilant. L'Union européenne est attachée à la pleine application de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et prie instamment l'Iraq de respecter les dispositions de ces résolutions et le Mémoire d'accord signé en février de cette année par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Vice-Premier Ministre de l'Iraq. Le plein respect des dispositions de désarmement figurant dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité permettra au Conseil de sécurité de lever les sanctions, conformément au paragraphe 22 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

L'Union européenne déplore la suspension unilatérale par l'Iraq de la coopération avec la Commission spéciale de l'Organisation des Nations Unies et l'AIEA. L'Union européenne est préoccupée du fait que l'Iraq ne respecte toujours pas ses obligations en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et du Mémoire d'accord. Cette situation est totalement inacceptable. L'Iraq doit réagir immédiatement à la résolution 1194 (1998) du Conseil de sécurité et rétablir sa pleine coopération avec la Commission spéciale et

l'AIEA. L'Union européenne note que le Secrétaire général avait présenté ses vues aux membres du Conseil de sécurité sur l'examen global du respect par l'Iraq des résolutions pertinentes, tel que requis par la résolution 1194 (1998) du Conseil de sécurité. Une fois que l'Iraq aura repris sa pleine coopération, tel que demandé par la résolution 1194 (1998) du Conseil de sécurité, cet examen devrait être entrepris et devrait considérer le respect des résolutions par l'Iraq et ce qui reste encore à accomplir aux termes des résolutions pertinentes.

Suite à l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1996 qui constitue un pas important vers la mise en oeuvre des objectifs et des principes de non-prolifération et de désarmement nucléaires, l'Union européenne continuera de s'employer activement à promouvoir l'entrée en vigueur rapide et l'universalité de ce Traité. L'Union européenne se félicite que 150 pays aient signé le Traité et que 21 l'aient ratifié à ce jour. Elle appelle tous les États à signer et à ratifier le Traité, en particulier les 44 États dont la ratification est nécessaire pour que le Traité entre en vigueur. L'Union appuie entièrement les efforts déployés par le Comité préparatoire afin d'établir un régime de vérification du Traité de façon efficace et rapide.

Alors que les négociations sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont été menées à bien, la réalisation de la seconde mesure dans le cadre du programme d'action contenu dans la décision sur les principes et les objectifs est aujourd'hui nécessaire. Ceci implique l'engagement immédiat et la conclusion rapide de négociations sur une convention non discriminatoire et universellement applicable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou autres engins explosifs nucléaires — le traité sur la cessation de la production de matières fissiles. En conséquence, l'Autriche, qui assume actuellement la présidence de l'Union européenne, a présenté un projet de décision sur ce traité au début de la session de 1998 de la Conférence du désarmement. L'Union se félicite vivement du consensus obtenu sur la base du Rapport Shannon et le mandat qui y est contenu ainsi que de la décision d'établir un Comité spécial pour négocier un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires ou à d'autres engins explosifs nucléaires.

Nous avons fréquemment parlé de l'importance de ce traité qui constituera une contribution importante à la réalisation du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Nous exhortons tous les États à introduire ou à respecter un moratoire sur la production de matières fissiles destinées à la production d'armes nucléaires ou d'autres engins explosifs nucléaires en attendant la conclusion de ces négocia-

tions. Nous serons heureux d'apporter notre contribution aux négociations de fond qui devraient commencer au début de la session de 1999 de la Conférence du désarmement.

L'Union européenne continue d'estimer que les efforts systématiques et progressifs déployés par les États dotés d'armes nucléaires pour réduire globalement les armes nucléaires doivent être intensifiés et poursuivis avec détermination. Suite à l'entrée en vigueur et à la mise en oeuvre rapide de START I et aux mesures unilatérales prises par d'autres États dotés d'armes nucléaires, y compris le Royaume-Uni après l'examen de sa défense stratégique, et la France, l'Union réitère son appel pressant lancé à la Fédération de Russie afin qu'elle ratifie START II sans délai, ce qui permettrait son entrée en vigueur rapide et l'ouverture immédiate et la conclusion rapide des négociations sur un traité START III.

L'Union européenne se félicite de la volonté récemment réitérée par les États dotés d'armes nucléaires relativement au désarmement nucléaire en vertu de l'article VI du TNP et exprime son fervent espoir que START III sera suivi d'autres réductions. Elle a pris note des initiatives prises récemment par plusieurs pays en matière de désarmement nucléaire, y compris l'Irlande et la Suède. Elle prend note également de la proposition faite par la Belgique à la Conférence du désarmement afin d'établir un groupe d'étude sur l'échange d'information liée à l'article VI du TNP.

Conformément aux principes et aux objectifs du TNP, l'Union européenne estime que d'autres mesures devraient être envisagées pour garantir les États parties du TNP non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes nucléaires. Ces mesures devraient prendre la forme d'un instrument juridiquement contraignant sur le plan international. À cet égard, l'Union souligne l'importance de la décision prise par la Conférence du désarmement d'établir un comité spécial sur les garanties de sécurité négative.

L'Union européenne estime que la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base des accords librement conclus entre les États de la région concernée renforce la paix et la sécurité internationales et régionales. L'Union souligne l'importance de créer de telles zones et d'établir des zones exemptes d'armes de destruction massive, importance mise en relief par la décision sur les principes et objectifs de non-prolifération et de désarmement nucléaires. L'Union se félicite des progrès réalisés à ce jour et continue d'appuyer les efforts qui sont faits pour établir une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient ainsi qu'une

zone exempte d'armes de destruction massive et de vecteurs, de même que de zones exemptes d'armes nucléaires en Asie du Sud et en Asie centrale. L'Union note que tous les pays de la région du Moyen-Orient à l'exception d'un seul sont actuellement parties au TNP. Elle rappelle que la résolution de la Conférence du TNP de 1995 appelle tous les États du Moyen-Orient qui ne l'auraient pas encore fait à adhérer au TNP dès que possible et à faire des progrès vers la création d'une telle zone.

L'Union européenne considère la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, qui est entrée en vigueur le 29 avril 1997, comme un jalon très important du processus de désarmement. L'Union est fermement engagée à promouvoir son universalité et sa mise en oeuvre pleine et effective. Elle appelle tous les États qui ne l'auraient pas encore fait à ratifier cette Convention et à y adhérer sans délai. Elle appelle également tous les États parties à remplir leurs obligations sans délai relativement aux déclarations requises par la Convention ainsi que toutes les autres obligations découlant de la Convention. Dans ce contexte, l'Union voudrait rappeler sa décision d'offrir son assistance à la Fédération de Russie dans les domaines liés à la Convention. Cette assistance est complémentaire à l'assistance bilatérale fournie à cette fin par plusieurs de ses États membres. L'Union continuera de contribuer activement aux travaux de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et à la mise en place de structures institutionnelles et organisationnelles.

L'Union européenne réaffirme la priorité qu'elle accorde au renforcement de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, en particulier à la conclusion rapide des négociations du Groupe spécial sur un protocole juridiquement contraignant établissant un régime de vérification et d'observation qui renforcera effectivement la Convention. L'Union européenne souhaite que le protocole soit adopté en 1999 et appuie la Déclaration adoptée le 23 septembre à New York à la réunion ministérielle officielle sur les négociations en vue de la conclusion d'un protocole pour renforcer la Convention sur les armes biologiques.

L'Union a toujours joué un rôle actif dans les négociations du Groupe spécial et a réaffirmé son engagement en définissant, le 4 mars 1998, une position commune sur les progrès relatifs à un protocole juridiquement contraignant à la Convention sur les armes biologiques et à l'intensification des travaux du Groupe spécial à cette fin, notamment en

impartissant des délais raisonnables à ces négociations. Dans sa position commune, l'Union identifie certaines mesures particulières qui sont considérées comme essentielles à un protocole effectif, telles que des déclarations, des visites et des dispositions en vue d'enquêtes rapides et efficaces ainsi qu'une organisation rentable et indépendante. L'Union a été vivement encouragée par l'appui qu'ont recueilli les éléments de sa position commune au sein du Groupe spécial et continuera de promouvoir ces objectifs aux prochaines sessions.

L'Union européenne voudrait souligner l'importance de la contribution apportée par les systèmes de non-prolifération et de contrôle des exportations à l'action concertée de la communauté internationale contre la prolifération des armes de destruction massive et des armes classiques. Les différentes conventions internationales, qui sont l'expression de la volonté de la communauté internationale d'empêcher la prolifération des armes de destruction massive, doivent être renforcées dans la pratique par des mesures de contrôle des exportations. Il est essentiel que les États exportateurs assument leurs responsabilités et adoptent des mesures pour garantir que les exportations de matières, d'équipement et de technologie stratégiques fassent l'objet d'un système approprié de surveillance et de contrôle. Un système de contrôle des exportations approprié rend plus facile le développement technologique des pays concernés sur une base de coopération en assurant les partenaires que les produits, la technologie et les matières ne seront utilisés qu'à des fins pacifiques.

Comme le système d'établissement des rapports normalisé sur les dépenses militaires, le Registre des armes classiques des Nations Unies constitue un instrument global essentiel pour encourager la transparence s'agissant des armements classiques et favoriser la confiance entre les États. L'Union européenne considère donc comme extrêmement important que tous les États fassent régulièrement des déclarations sur leurs importations et leurs exportations dans les sept catégories du Registre. Même une déclaration n'indiquant qu'aucun transfert n'a été fait contribue à la transparence. La valeur du Registre sera, bien entendu, renforcée par une participation aussi vaste que possible. L'Union réitère son appel lancé à tous les États afin qu'ils soumettent ces déclarations ponctuellement, y compris — afin d'augmenter la transparence et de renforcer la valeur du Registre — les informations sur les dotations militaires et les achats par le biais de la production nationale. L'Union européenne appuierait une éventuelle décision de la Conférence du désarmement, en 1999, de nommer encore une fois un coordonnateur spécial en matière de transparence dans les armements pour étudier, au sein d'un

comité spécial, les mesures pouvant être adoptées dans le domaine de la transparence afin de renforcer la confiance et d'augmenter la sécurité entre les États.

Conformément à la résolution de l'année dernière sur la consolidation de la paix par le biais de mesures de désarmement pratiques, un groupe de pays intéressés a été établi afin d'échanger des renseignements et de coordonner des activités concrètes et des projets. Cette initiative louable représente un pas important permettant d'aller au-delà d'une considération abstraite du sujet complexe du rôle du désarmement dans les situations après-conflit et la prévention de crises et de prendre des mesures concrètes.

Le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 8 juin 1998, un Code de conduite sur les exportations d'armes. Se fondant sur les critères communs relatifs à l'exportation des armements définis par le Conseil européen en 1991 et 1992, le Code vise à établir des normes élevées communes quant à la gestion et à la restriction des transferts d'armes classiques par tous les États membres et à renforcer l'échange d'informations pertinentes afin de parvenir à une plus grande transparence. Les États membres de l'Union européenne n'épargneront aucun effort pour encourager les autres États exportant des armes à souscrire aux principes et aux critères du Code de conduite.

L'Union européenne participe actuellement à la mise en oeuvre du Programme de l'Union européenne pour la prévention et la lutte contre le trafic illicite des armes classiques adopté par le Conseil le 26 juin 1997, qui établit un cadre d'action pour l'Union, notamment pour aider les pays tiers à empêcher le trafic illicite des armes et à le combattre et pour aider les pays affectés, en particulier dans les situations après-conflit, à lutter contre le mouvement et le trafic illicites des armes, et plus particulièrement des armes légères. L'Union européenne estime que la combinaison de conflits internes et de la prolifération des armes légères constitue un défi important à la communauté internationale et elle se félicite du rétablissement du Groupe sur les armes légères qui poursuivra, au sein de l'Organisation des Nations Unies, le travail déjà amorcé.

L'Union européenne encourage le groupe d'experts à formuler une recommandation sur les objectifs, la portée et le calendrier d'une conférence internationale sur le trafic illicite des armes sous tous ses aspects, à temps pour être examinée à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale. L'Union européenne a également engagé des discussions sur d'autres mesures relatives aux armes légères dans le cadre de sa politique commune. Dans ce contexte, l'Union prie instamment tous les États à faire tous les

efforts possibles pour permettre à la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies d'arriver à un consensus lors de sa session de 1999 et d'adopter des directives sur une démarche globale et intégrée en vue de la consolidation de la paix par le biais de mesures pratiques de désarmement.

L'Union européenne réaffirme son engagement à l'égard de l'élimination totale des mines terrestres antipersonnel dans le monde entier ainsi que sa contribution à la solution des problèmes déjà causés par ces armes. L'Union se félicite de l'ouverture à la signature, à Ottawa les 3 et 4 décembre 1997, de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ainsi que des efforts déployés par ses signataires pour promouvoir une adhésion universelle à la Convention. Nous sommes heureux que 130 pays aient aujourd'hui signé la Convention et que le seuil de déclenchement, soit 40 ratifications, ait été atteint dans des délais aussi rapides, permettant l'entrée en vigueur de la Convention le 1er mars 1999.

À la veille de la Conférence d'Ottawa, le 28 novembre 1997, l'Union européenne a adopté une nouvelle action commune sur les mines terrestres antipersonnel dans laquelle l'Union réitère son engagement et établit un moratoire commun sur la production et le transfert des mines terrestres antipersonnel. Tous les États membres de l'Union européenne prendront les mesures nécessaires pour respecter les objectifs de la Convention d'Ottawa en attendant son entrée en vigueur et entreprennent de participer activement aux conférences devant être organisées après la signature de la Convention. En outre, l'Union cherchera à promouvoir, dans toutes les instances appropriées, notamment la Conférence du désarmement, tous les efforts susceptibles de contribuer aux objectifs de l'action commune.

Parallèlement, l'action commune établit un cadre pour des actions spécifiques et des contributions financières de l'Union concernant les mines. De 1993 à 1997, l'Union a contribué pour 140 millions de dollars aux activités de déminage et à l'assistance aux victimes. Ce montant ne comprend pas les contributions faites individuellement par les États membres de l'Union. En 1998, l'Union prévoit augmenter ses efforts déjà considérables en consacrant 60 millions de dollars aux initiatives de déminage et d'assistance aux victimes. Cela fait de l'Union européenne le premier donateur du monde dans ce domaine. C'est dans cet esprit que l'Union confirme son intention de continuer de participer activement aux efforts de la communauté internationale en vue de l'élimination complète des mines terrestres antipersonnel. L'Union estime qu'afin de répartir et d'utili-

ser plus efficacement les ressources disponibles pour la lutte contre les mines terrestres antipersonnel, il est essentiel d'améliorer la coordination internationale. L'Union européenne appuie le rôle de coordination centrale de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du déminage humanitaire dans le monde entier et se félicite de la création du Service d'action de déminage des Nations Unies ainsi que de tous les efforts visant à obtenir une réaction plus cohérente, au sein même de l'Organisation des Nations Unies et ailleurs, au défi que posent les millions de mines terrestres antipersonnel.

L'Union européenne se félicite de l'entrée en vigueur, le 3 décembre 1998 du Protocole II amendé de la Convention sur l'interdiction et la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. L'Union se félicite également de l'entrée en vigueur, le 30 juillet 1998, du Protocole IV sur les armes à laser aveuglantes. Elle appelle tous les États qui ne l'auraient pas encore fait à devenir partie à la Convention et aux protocoles s'y rattachant et, en particulier, aux Protocoles II et IV amendés.

En juin 1996, l'Union a accueilli avec satisfaction la décision de la Conférence du désarmement d'admettre de nouveaux membres dont certains sont des États membres de l'Union. Elle se félicite également du fait que, dans sa résolution 52/40 A, l'Assemblée générale a encouragé la Conférence du désarmement à continuer d'examiner sa composition. Cette année encore, un Coordonnateur spécial sur l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement a été nommé et son rapport a été soumis à la Conférence du désarmement. Comme le consensus n'a pas été atteint, l'Union estime qu'il est nécessaire de nommer de nouveau un coordonnateur spécial au début de la session 1999 de la Conférence du désarmement afin de poursuivre les consultations sur cette question. L'Union européenne poursuivra ses efforts afin d'appuyer la candidature des cinq États membres et des quatre pays associés qui ont demandé à être admis.

Des progrès considérables ont été réalisés pendant la session de fond de la Commission du désarmement de l'ONU ce printemps pour parvenir à un consensus sur les objectifs et l'ordre du jour d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. L'Union européenne regrette qu'en dépit de ce progrès, aucun accord n'ait pu être conclu. L'Union européenne réaffirme sa conviction que, conformément à la résolution 52/38 F de l'Assemblée générale, une quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement ne pourra être

convoquée qu'à la suite d'un consensus sur ses objectifs et son ordre du jour. L'Union est prête à travailler constructivement en vue d'un tel consensus.

L'Union européenne se félicite des décisions importantes prises par la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale sur la rationalisation des travaux et la réforme de l'ordre du jour de la Première Commission ainsi que sur la revitalisation et la rationalisation des travaux de la Commission du désarmement. Cependant, l'Union européenne regrette que seules des mesures limitées aient pu faire l'objet d'un accord. La réforme de la Première Commission demeure une priorité. L'Union européenne oeuvrera au consensus pour une plus grande rationalisation des travaux de la Commission à la présente session. La réforme, à notre sens, est un processus continu et d'autres mesures devraient encore être prises.

**M. Bune** (Fidji) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation est heureuse de vous voir présider les travaux de la Première Commission à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale et vous adresse ses très chaleureuses félicitations. Nous tenons à vous assurer, et à assurer les membres du Bureau, de notre coopération et de notre plein appui. Nous saluons également l'excellent travail de votre prédécesseur, M. Nkgowe, du Botswana, et nous remercions le Secrétaire général de l'importante déclaration qu'il a prononcée devant la Commission ce matin.

Le désarmement et la sécurité internationale restent un des éléments fondamentaux des Nations Unies. Une culture de paix et de sécurité internationales est une condition sine qua non pour toute action ou coopération internationale accélérée dans des domaines aussi importants que le développement économique, social ou humain. Une paix sûre et durable et la sécurité internationale sont des éléments de base indispensables à l'instauration d'un monde meilleur pour chaque État-nation. Au cours de l'année écoulée, la communauté internationale a connu un déluge de déclarations banales demandant un désarmement rapide et efficace. Les mots, toutefois, n'ont pas été suivis d'actions. Malgré le Traité de non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, des essais nucléaires ont été réalisés par l'Inde et le Pakistan cette année. Il s'agissait d'essais souterrains. Nous ne savons pas, par ailleurs, combien d'essais simulés ont été réalisés par d'autres États dotés d'armes nucléaires au moyen des techniques modernes de simulation par ordinateur.

Il est clair pour ma délégation que si nous voulons accomplir des progrès rapides dans le sens du désarmement et de la sécurité internationale, réels, nous devons mettre au point des mesures plus efficaces pour réduire et finalement éliminer toutes les armes de destruction massive.

Nous devons chercher à réaliser rapidement et avec la volonté politique nécessaire l'application universelle des instruments à notre disposition, sans quoi ceux-ci seront inutiles. Nous devons créer des mécanismes permettant de garantir la mise en oeuvre réelle et concrète de ces instruments.

Dans le domaine des armes nucléaires, la communauté internationale doit coopérer et collaborer pour réduire les armes nucléaires et en même temps les éliminer. Comme premier pas vers la réduction des armes nucléaires, Fidji demande à tous les États dotés d'armes nucléaires de cesser immédiatement la production et les essais, sous quelque forme que ce soit, d'armes nucléaires.

Nous demandons également à tous les États dotés d'armes nucléaires de détruire tous leurs stocks d'armes nucléaires et nous prions instamment tous les États de signer et de ratifier le Traité de non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous enjoignons tout particulièrement l'Inde et le Pakistan de le faire. Nous devons non seulement faire en sorte que ces traités deviennent universels mais aussi veiller à la mise en oeuvre de ces instruments juridiques, faute de quoi nos descendants ne verront en nous qu'un groupe de spécialistes de la procrastination.

Fidji estime que les États dotés d'armes nucléaires doivent démontrer qu'ils acceptent et respectent les obligations des dispositions du Traité de non-prolifération. À cet égard, le processus d'examen du TNP doit être un exercice plus efficace et davantage tourné vers l'avenir.

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été signé par 150 États, mais 25 seulement l'ont ratifié, dont Fidji. Trente-deux États Membres des 44 figurant à l'annexe 2 de la Convention doivent ratifier le Traité afin qu'il entre en vigueur. Ma délégation demande donc à tous les États qui ont signé le Traité de le ratifier afin qu'il devienne un instrument efficace de désarmement nucléaire.

Fidji considère que le processus START est un élément important de l'ensemble des mesures visant à la réduction et à l'élimination des armes nucléaires et nous demandons instamment que ce processus soit revitalisé et élargi, afin d'inclure d'autres États dotés d'armes nucléaires.



La création de zones exemptes d'armes nucléaires dans de nombreuses régions du monde a contribué de façon considérable aux initiatives visant un monde entièrement exempt d'armes nucléaires. Nous continuons de demander à tous les pays se trouvant dans ces zones à devenir parties à ces initiatives régionales et, lorsque de telles zones n'existent pas dans la région, nous en encourageons la création. Le TNP et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ne sont que des jalons sur la voie de l'élimination complète de toutes les armes nucléaires de la planète. Pour atteindre cet objectif, nous devons maintenant travailler à la négociation et à la conclusion d'un traité relatif à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires dans des délais précis. Notre délégation espère que des progrès importants pourront être réalisés à la Conférence du désarmement.

La question de la production et du transfert de matières fissiles permettant la fabrication d'armes nucléaires relève également de nos efforts pour arriver à un désarmement nucléaire complet. L'interdiction de la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires est un objectif qui doit être examiné d'urgence. Nous devrions faire tous les efforts nécessaires au sein de la Conférence du désarmement pour établir un inventaire des matières fissiles et amorcer le plus rapidement possible les négociations sur un traité d'arrêt de la production des matières fissiles.

La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction est entrée en vigueur l'année dernière. Cette Convention n'est toutefois pas universelle. Nous demandons à tous les États et en particulier aux États qui possèdent, fabriquent ou ont la capacité de fabriquer des armes chimiques, de devenir parties à la Convention. Nous demandons également que les dispositions de la Convention soient pleinement appliquées.

La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction n'est pas, non plus, universelle. Nous continuons de demander à tous les États qui ne l'auraient pas encore fait de devenir parties à la Convention. Nous demandons également que le protocole de vérification soit rapidement conclu et que toutes les parties participent pleinement et s'engagent à la mise en oeuvre complète du Traité.

La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction est aujourd'hui une réalité, et fort

heureusement, car ma délégation continue de penser que cette arme est une horreur dans notre monde et qu'elle devrait être complètement éliminée des armements utilisés par les pays. Notre pays a signé la Convention et nous demandons à tous ceux qui ne l'auraient pas encore fait de s'associer à la grande majorité des États membres et de signer la Convention. Nous prions instamment tous les États qui ne l'auraient pas encore fait de la ratifier. La communauté internationale doit, entre-temps, coopérer et collaborer pour enlever et éliminer les millions de mines terrestres qui se trouvent dans différentes régions du monde tout en contribuant au traitement, à la réhabilitation et à la réintégration sociale et économique des victimes de ces mines. Nous devons également agir de manière collective et sans ambiguïté pour mettre un terme à l'utilisation, à la production et au stockage des mines antipersonnel.

Les tragédies humaines que déplorent aujourd'hui plusieurs États et qui sont dues aux armes classiques sont la triste réalité de notre époque. Les armes classiques, et spécialement les armes légères et les armes de petit calibre sèment la terreur dans plusieurs pays d'Afrique et d'Europe de l'Est. La prolifération de la production, de la vente et du transfert d'armes classiques a entraîné des cas de génocide et de nettoyage ethnique. Il faut donc accorder une priorité très élevée à la préparation et à la promulgation de stratégies et de politiques visant à empêcher la prolifération de la fourniture d'armes classiques et, en particulier, à limiter leur accès aux zones de conflit. Les Fidji appuient pleinement le Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères et sont persuadées que le rapport de ce Groupe recevra toute l'attention qu'il mérite à la Conférence du désarmement et au sein du Département pour les affaires de désarmement. Nous demandons également à tous les États membres d'appuyer pleinement le Registre des armes classiques des Nations Unies et d'y participer. Ce Registre est un instrument efficace pour faciliter la transparence. Nous sommes d'avis que le Registre devrait être modifié pour augmenter les catégories d'armes qui y sont inscrites afin de le rendre encore plus pertinent.

Les conflits internes représentent une menace pour la paix et la sécurité. Outre qu'ils donnent lieu à d'importants déplacements de populations et à des génocides, ils entraînent des flux de réfugiés par-delà les frontières, ce qui a une incidence considérable sur les conditions économiques et sociales des pays d'accueil. Ma délégation se félicite donc des efforts faits pour accroître la confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'apaiser les tensions et de réduire les conflits et elle appuie pleinement ces efforts.

Nous devons, en même temps, mettre en place des dispositifs organisés et structurés permettant d'empêcher les conflits plutôt que de réagir une fois qu'ils ont éclaté. Nous demandons par conséquent la mise en place d'un mécanisme permanent ou d'une division de la diplomatie préventive au sein de l'Organisation des Nations Unies qui puisse réagir rapidement positivement et activement à toute menace de conflit ou de génocide. Cette division devrait être en mesure de recevoir, d'examiner, d'analyser et d'interpréter des renseignements et des rapports afin de déceler rapidement tout conflit potentiel et d'y réagir rapidement pour limiter, réduire et régler une telle menace en collaboration avec les États Membres concernés.

Enfin, notre délégation prie instamment la communauté internationale et les différents pays d'entretenir une culture de paix et de sécurité internationale et de renoncer à une culture de guerre et de conflit.

**M. Goosen** (Afrique du Sud) (*interprétation de l'anglais*) : Je vous prie, Monsieur le Président, d'accepter les félicitations de ma délégation pour votre accession à la présidence de la Première Commission de l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session. Je tiens à vous assurer de tout le soutien et de toute la coopération de ma délégation alors que, avec votre Bureau, vous mènerez à bonne fin les travaux de la Commission.

Lors de la session de la Première Commission, l'année dernière, l'Afrique du Sud avait décrit 1997 comme étant une année au cours de laquelle la communauté internationale, tout en se montrant capable d'un certain nombre de réalisations dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement, n'a pu saisir les occasions qui s'étaient présentées.

Nous avons l'espoir que 1998 serait plus productif et qu'à la présente session de l'Assemblée générale, nous serions tous en mesure de faire le point de l'année écoulée au cours de laquelle nous aurions non seulement continué à travailler dans les domaines où certaines réalisations avaient déjà été accomplies, mais que nous serions également en mesure de tourner notre regard vers l'avenir et vers la perspective de nous fonder sur de nouvelles bases pour examiner les questions d'importance.

Malgré le travail positif réalisé — dans le contexte de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction; l'accord intervenu à la Conférence du désarmement en vue de négocier un traité sur les matières fissiles; le résultat de la

réunion au sommet entre le Président des États-Unis et le Président de la Fédération de Russie; l'Examen de défense stratégique réalisé par le Royaume-Uni et les indications de transparence que l'on y trouve; l'entrée en vigueur prochaine de la Convention sur l'interdiction complète des mines antipersonnel et du Protocole II amendé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination —, 1998 aura également été une année d'événements inquiétants, en particulier dans le domaine du désarmement nucléaire et de la non-prolifération nucléaire, événements qui auront une incidence considérable alors que nous essayons de tracer la voie vers le prochain millénaire qui devrait garantir aux peuples du monde de vivre dans un environnement plus sûr sans la menace que représentent les armes de destruction massive et les accumulations excessives d'armes classiques et d'armes légères.

Les essais nucléaires réalisés en Asie du Sud et l'incidence qu'ils pourraient avoir sur le désarmement nucléaire ont très vivement préoccupé mon gouvernement. Nous nous sommes déjà exprimés à ce sujet et je voudrais réitérer les déclarations faites par le Gouvernement sud-africain. L'Afrique du Sud s'est également associée à un certain nombre d'initiatives, notamment dans le cadre de la Conférence du désarmement, ainsi qu'à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique tenue récemment, pour exprimer sa préoccupation. Nous continuons de demander à l'Inde et au Pakistan de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre leur dialogue en vue d'encourager la confiance mutuelle. Mon gouvernement s'est officiellement félicité des déclarations prononcées à l'Assemblée générale par les Premiers Ministres de l'Inde et du Pakistan où ils disaient avoir progresser vers leur adhésion au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Notre opposition aux essais nucléaires ne reflète pas simplement la position du Gouvernement sud-africain; il s'agit d'un objectif que la communauté internationale dans son ensemble poursuit depuis longtemps et nous espérons que la conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires aurait éliminé ce phénomène de la face du monde. Il faut également constater qu'en tant que pays qui s'est écarté de l'abîme des armes nucléaires et en tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, nous sommes fermement attachés à la non-prolifération des armes nucléaires et à leur élimination complète. Tant qu'il subsistera une seule arme nucléaire dans le monde, l'humanité tout entière sera menacée.

Cette année, l'Afrique du Sud s'est également inquiétée du refus persistant de reconnaître que le désarmement nucléaire concerne toute la communauté internationale, refus qui a notamment mené à l'incapacité de tenir compte de ce fait dans des instances telles que la Conférence du désarmement à Genève et le processus d'examen renforcé du TNP. Et ce, en dépit du fait que l'Afrique du Sud et un grand nombre d'autres participants à ces réunions ont clairement indiqué que ces propositions étaient présentées et seraient engagées sans préjudice des négociations sur le désarmement nucléaire qui sont en cours entre la Fédération de Russie et les États-Unis, lesquelles continueraient d'avoir une importance capitale pour la réduction des armes nucléaires et leur élimination éventuelle comme, d'ailleurs, toute future négociation concernant les trois autres États dotés d'armes nucléaires. Le but recherché est que la communauté internationale, représentée par la Conférence du désarmement et le TNP, entreprennent des délibérations précises sur les mesures pratiques menant à des efforts systématiques et progressifs pour éliminer les armes nucléaires.

La préoccupation que je viens de mentionner a été exacerbée encore par la conclusion de la deuxième réunion du Comité préparatoire de la conférence d'examen du TNP qui s'est soldée par un échec. L'Afrique du Sud gardera les propositions qu'elle avait présentées au Comité préparatoire de 1998 lorsque le Comité se réunira l'année prochaine. Nous espérons également que le Comité préparatoire, lors de sa session de 1999, pourra rattraper son retard et terminer ses travaux avec succès. Nous travaillerons avec tous nos partenaires dans le cadre du TNP pour atteindre cet objectif, compte tenu du nouveau défi auquel nous devons faire face.

Le Président Nelson Mandela, en prenant la parole devant l'Assemblée générale à la présente session, a très clairement présenté les positions de l'Afrique du Sud en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération. Il a rappelé le fait que la première résolution de l'Assemblée générale cherchait à faire face au défi que représente

«l'élimination des arsenaux nationaux d'armes atomiques et de toutes autres armes importantes pouvant être utilisées pour la destruction massive». [*Résolution I (I), par. 5 c*]

Mais il a ensuite observé qu'après d'innombrables initiatives et résolutions, la communauté internationale n'a toujours pas de propositions concrètes et généralement acceptées, appuyées par un engagement très clair de la part des États dotés d'armes nucléaires en vue de l'élimination rapide,

définitive et totale de toutes les armes nucléaires et capacités de production d'armes nucléaires.

Le Président Mandela a salué — comme nous le faisons aussi aujourd'hui — la décision du Brésil d'adhérer au Traité de non-prolifération et a demandé à tous ceux qui ne l'auraient pas encore fait de suivre ce remarquable exemple. Il a posé la question, tout en reconnaissant qu'il allait peut-être sembler naïf aux yeux de ceux qui présentent des arguments extrêmement complexes pour justifier leur refus d'éliminer ces armes terribles et terrifiantes de destruction massive, «Mais pourquoi en ont-ils besoin?» (A/53/PV.7, p. 15). Le Président Mandela a déclaré qu'en réalité aucune réponse rationnelle ne peut être donnée qui explique d'une manière satisfaisante ce qui, en fin de compte, est la conséquence de l'inertie de la guerre froide et le fait que l'on reste attaché à la possibilité de recours à la menace de la force brute pour assurer la primauté de certains États sur d'autres.

C'est également un plaisir pour moi d'attirer l'attention de la Commission, comme l'Ambassadeur du Mexique l'a fait un peu plus tôt, sur le fait que l'Afrique du Sud et ses partenaires lors de la déclaration ministérielle du 9 juin 1998 sur la nécessité d'établir un nouvel ordre du jour pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires — le Brésil, l'Égypte, l'Irlande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Suède — présenteront un projet de résolution (A/C.1/53/L.48) à la Première Commission pour examen. La Déclaration et le projet de résolution visent à présenter un programme de travail réaliste et réalisable pour arriver au désarmement nucléaire. Il vise à identifier un terrain d'entente et à éviter le piège de l'inaction créé par les deux pôles qui, trop longtemps, ont dominé le débat du désarmement nucléaire et qui n'ont fait qu'augmenter la polarisation sans donner de résultats.

Le moment est venu d'envisager une approche nouvelle qui engloberait ce terrain d'entente commun compris entre les positions minimalistes et maximalistes. Par cette approche, il convient de reconnaître carrément les défis que nous devons relever, sans nier les mesures que l'on continue de prendre encore aujourd'hui, ni éviter les questions difficiles — tout en ne cherchant pas non plus la confrontation — et chercher à jeter les bases d'une action commune vers l'objectif de l'élimination des armes nucléaires grâce aux processus unilatéraux et bilatéraux qui existent et des mesures de renforcement complémentaires aux niveaux pluriilatéral et multilatéral.

Le Président Nelson Mandela, en annonçant la participation de l'Afrique du Sud à cette initiative, a clairement

indiqué que le projet de résolution qui s'intitule, à juste titre, «Vers un monde exempt d'armes nucléaires : la nécessité d'un nouveau programme de travail» est une tentative honnête de contribuer à la définition des mesures systématiques et progressives nécessaires pour éliminer les armes nucléaires et la menace d'anéantissement qu'elles représentent. Il a demandé à tous les Membres des Nations Unies d'examiner sérieusement ce projet de résolution important et de lui apporter leur appui.

Je voudrais à présent aborder un certain nombre d'autres questions importantes que l'Afrique du Sud souhaite souligner et dont nous parlerons au cours de nos délibérations.

L'Afrique du Sud s'est félicitée de la décision adoptée lors de la Conférence du désarmement de créer un Comité spécial pour étudier le premier point de l'ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armes nucléaires et désarmement nucléaire»; ce Comité sera chargé de négocier le traité sur les matières fissiles en se fondant sur le Rapport Shannon (CD/1299) et le mandat qu'il contient. Le lancement et la conclusion rapide des négociations sur un traité sur les matières fissiles à la Conférence du désarmement est un objectif de longue date du Gouvernement sud-africain. Le traité sur les matières fissiles, en tant que prochaine négociation multilatérale importante suite à la conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires fait partie intégrante de la section du désarmement nucléaire des principes et objectifs pour la non-prolifération et le désarmement adoptés lors de la Conférence d'examen et de prolongation du Traité de non-prolifération de 1995. L'Afrique du Sud considère que les négociations sur le traité sur les matières fissiles revêtent une importance particulière étant donné la nature fondamentale des matières fissiles comme composantes des armes nucléaires.

Selon nous, les négociations que la Conférence du désarmement doit entamer sont au cœur même de la question du désarmement nucléaire et de la non-prolifération nucléaire. En contrôlant les matières fissiles utilisées pour la fabrication des armes, nous serons en mesure non seulement d'empêcher la production de nouvelles armes nucléaires mais également de jeter les bases de leur élimination ultérieure. La position de l'Afrique du Sud s'agissant des négociations sur le traité sur les matières fissiles se fondera sur l'objectif selon lequel le traité à négocier devra être une mesure intégrale tant du désarmement nucléaire que de la non-prolifération nucléaire. Tout en reconnaissant les difficultés qui entourent les questions relatives aux stocks militaires de matières fissiles, nous avons l'intention d'examiner la question des stocks, comme il est prévu dans le

Rapport Shannon, et de trouver, avec d'autres membres de la Conférence du désarmement, les moyens les plus appropriés de régler cette question.

Le Comité préparatoire sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et son secrétariat technique provisoire continuent de progresser dans la mise en œuvre du régime de vérification du Traité. L'Afrique du Sud se joint aux autres États qui demandent à tous de signer le Traité et de travailler de manière constructive pour qu'il puisse rapidement entrer en vigueur. Comme je l'ai déjà dit, l'Afrique du Sud se félicite de la déclaration récente du Pakistan selon laquelle il serait prêt à signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de la déclaration de l'Inde quant au fait qu'elle est prête à poursuivre les discussions en vue de signer ce Traité.

L'Afrique du Sud continuera également à profiter de sa participation à la Première Commission pour renforcer son appui à des initiatives visant à augmenter le nombre et l'étendue des zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde. Nous continuerons à apporter notre soutien à l'initiative visant à encourager la création dans tout l'hémisphère Sud d'une zone exempte d'armes nucléaires.

La Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction est un bon exemple des travaux qui peuvent être réalisés par la communauté internationale dans le contexte du désarmement. Ma délégation a noté avec satisfaction le succès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans la mise en œuvre de la Convention grâce à des inspections menées à bien parmi les États membres et la coopération fournie par les États parties à cet égard. L'Afrique du Sud se félicite également du nombre sans cesse grandissant de ratifications de la Convention sur les armes chimiques et demande à tous les États qui ne l'auraient pas encore fait de ratifier la Convention ou d'y adhérer afin d'en élargir l'application universelle.

Nous nous félicitons également de l'intensification des travaux du Groupe spécial sur la Convention sur les armes biologiques comme l'ont clairement démontré les négociateurs cette année et leur accord concernant un programme de travail très chargé pour 1999. L'Afrique du Sud est pleinement engagée à poursuivre ces négociations et à arriver à un protocole qui renforcerait la mise en œuvre de la Convention. L'aboutissement des travaux du Groupe spécial dépendra toutefois de l'engagement réel, continu et souple à la fois, de tous les États parties au Traité. Nous sommes convaincus que le Groupe spécial pourra compléter ses

travaux dans les délais prévus comme il a été décidé lors de la dernière Conférence d'examen du Traité.

Si le contrôle des armements porte traditionnellement sur les armes classiques et les armes de destruction massive, la dévastation provoquée par la prolifération des armes légères et des armes de petit calibre dans le développement socioéconomique en général et plus précisément dans la reconstruction des sociétés en situation d'après-conflit ne saurait être ignorée plus longtemps. Un accès sans limite à ces armes légères et de petit calibre et leur utilisation à l'intérieur des États a augmenté l'importance du crime, de la violence, du banditisme et de la désobéissance civile. La démobilisation des anciens combattants, les programmes de désarmement et d'autres initiatives dans les régions où des situations de conflit ont sévi sont limités par l'existence d'une quantité considérable de ces armes mal réglementées et utilisées sans discrimination. La diffusion de stocks existant et l'influx de nouvelles armes mettent en danger les transformations démocratiques qu'on cherche à réaliser et ont une influence négative sur la capacité des gouvernements à gouverner efficacement.

Le défi que représente la lutte contre la prolifération des armes légères et des armes de petit calibre consiste à réunir les ressources humaines et financières nécessaires, encourager le partage d'informations fiables entre les départements nationaux et les partenaires régionaux, coordonner les actions et, en accordant plus d'importance à cette question, obtenir le soutien des gouvernements, des hommes politiques et des organismes non-gouvernementaux. En outre, la prolifération illicite des armes de petit calibre est étroitement liée à d'autres activités criminelles et doit donc être examinée dans le contexte d'initiatives visant à réduire le crime. Le lien étroit entre les armes licites et illicites doit également être reconnu et on ne saurait régler le problème des unes sans tenir compte des autres tant à l'intérieur des pays que dans les régions.

L'Afrique du Sud estime donc qu'une approche globale est nécessaire pour aborder ce problème. Des mesures doivent être prises aux niveaux national, régional et international en insistant à la fois sur les armes légères et de petit calibre licites et illicites. Pour renforcer les mesures nationales, il importe qu'une approche régionale progressive répondant aux préoccupations de chaque région soit mise en place pour faire face au problème de la prolifération sans contrôle de ces armes. Chacune des régions du monde mettra ainsi en place une méthode qui lui sera propre, ces différents éléments permettant ensuite de traiter efficacement ce problème à l'échelle mondiale.

Dans tous les cas, il faudra d'abord insister sur les armes légères et les armes de petit calibre licites et illicites. Des positions nationales et régionales doivent être définies pour obtenir des résultats à court terme et à plus long terme. Au niveau national, les efforts doivent porter sur une amélioration de la législation et de la réglementation pour empêcher que les armes légales ne deviennent illégales du fait de l'activité criminelle; l'amélioration, lorsque nécessaire, de la réglementation de l'importation, l'exportation et du transfert des armes légères et des armes de petit calibre; et le resserrement du contrôle des stocks d'armes légères appartenant aux forces de sécurité. Des mesures doivent également être prises pour réduire le nombre d'armes existantes par des méthodes volontaires et en augmentant la capacité des forces de sécurité à identifier, confisquer et détruire les armes illicites.

Au plan régional, une mesure propre à augmenter la confiance qui apporterait des résultats à long terme, notamment pour la coopération régionale et la confiance mutuelle, serait que les pays fassent preuve d'une plus grande transparence dans leurs transferts d'armes légères et d'armes de petit calibre. Dans les régions concernées, les États et les organisations régionales devraient aussi prendre des mesures immédiates pour arrêter le flux de telles armes au moyen d'une coopération accrue, de l'harmonisation des procédures en matière de transferts, de contrôles plus stricts à la frontière et d'un échange d'informations et de renseignements. Il faut également insister sur la recirculation des stocks existant au sein d'une région et des méthodes de contrôle appropriées devraient être mises sur pied, y compris une coopération accrue entre les gouvernements, des actions communes et l'harmonisation des priorités.

Un partenariat de coopération doit être créé entre les gouvernements, les organisations internationales et régionales et la communauté non gouvernementale pour mobiliser le soutien public et politique. Le rôle des organismes non gouvernementaux qui pourraient aider les gouvernements à obtenir ce soutien et participer à la compilation de données fiables concernant la prolifération sous tous ses aspects des armes légères et des armes de petit calibre devrait être pleinement examiné. L'Afrique du Sud estime qu'une conférence internationale sur les armes légères et les armes de petit calibre devrait être tenue après 1999 afin de permettre aux gouvernements et aux organisations régionales de partager leurs expériences et faciliter le dialogue. Le but de la conférence devrait être d'accroître la coopération et d'éviter le chevauchement des initiatives pour faire en sorte que les maigres ressources soient utilisées efficacement. La conférence devrait élaborer un plan d'action pour lutter contre le

problème de la prolifération en fonction de l'expérience acquise grâce aux différentes approches régionales. Ces approches régionales mettront sur pied des mesures qui nous permettront d'examiner cette question au plan mondial.

Au cours de la présente session de la Première Commission, ma délégation continuera à appuyer tous les projets de résolution traitant des questions des armes classiques, des armes légères et des armes de petit calibre en se fondant sur les points de vue que je viens de décrire comme base à notre participation. Dans ce contexte, il est également important de noter que l'Afrique du Sud continue à encourager tous les États Membres des Nations unies à appuyer et à participer régulièrement au Registre des armes classiques des Nations Unies. Ce Registre reste un instrument très important pour établir la confiance et la transparence.

L'Afrique du Sud s'est réjouie que le Burkina Faso ait déposé le quarantième instrument de ratification de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, déclenchant ainsi le mécanisme d'entrée en vigueur du traité conclu à Ottawa. La prochaine étape importante dans la réalisation et la mise en oeuvre de tous les objectifs du traité sera la première réunion des États parties. L'Afrique du Sud tient à saisir cette occasion pour se féliciter de l'offre présentée par le Ministre des affaires étrangères du Mozambique au cours du débat général de l'Assemblée générale qui propose son pays comme lieu de la première réunion des États parties. Nous appuyons pleinement cette offre non seulement parce que le Mozambique est un pays ami et un voisin proche, mais aussi parce que le fait de tenir cette réunion dans un des pays qui a été le plus frappé par le fléau des mines antipersonnel servira à rappeler, une fois de plus, à tous les membres de la communauté internationale à quel point ces armes ont dévasté la vie de civils innocents de par le monde. L'Afrique du Sud travaillera étroitement et activement avec le Mozambique et les autres parties au traité pour encourager les États qui ne l'auraient pas encore fait à signer et à ratifier le traité pour qu'ils puissent se joindre à nous à Maputo en tant que membres à part entière de la nouvelle législation internationale contre l'utilisation, le stockage, la production et le transfert des mines antipersonnel et leur destruction.

Les délégations participant aux débats de la Première Commission établissent et adoptent des résolutions qui guideront nos travaux en 1999 et l'Afrique du Sud reste déterminée à travailler au sein de cette Commission ainsi que dans toutes les autres instances de désarmement et de non-prolifération afin d'atteindre notre objectif commun qui est d'éliminer toutes les armes de destruction massive et de

limiter le nombre d'armes classiques, d'armes légères et d'armes de petit calibre strictement à ce qui est nécessaire pour la légitime défense et d'autres utilisations légitimes.

**M. Chowdhury** (Bangladesh) (*interprétation de l'anglais*) : La délégation du Bangladesh vous félicite chaleureusement, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence et vous assure de toute sa coopération. Nous remercions le Secrétaire général Kofi Annan de sa déclaration très complète de ce matin.

Le climat politique international d'aujourd'hui comporte des éléments qui sont propices au désarmement. Un large consensus apparaît sur certaines questions fondamentales. Il faut saisir ces occasions. De nouvelles attitudes à l'égard de la limitation des armements et du désarmement doivent être examinées et nous devons abandonner les concepts stratégiques et les doctrines d'autrefois.

Il existe aujourd'hui un consensus déjà perceptible, et qui ne cesse de s'étendre au plan international, favorable à l'élimination des armes de destruction massive. L'appel à la paix de La Haye, demandant que la guerre soit délégitimisée est le reflet de la conscience de l'humanité. La prolongation indéfinie du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, la conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, et l'entrée en vigueur imminente de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction sont des résultats historiques pour notre époque dans ce domaine. L'accord finalement conclu sur le lancement des négociations concernant un traité de cessation de la production des matières fissiles est également un pas en avant.

À bien des égards, nous avons atteint un point particulièrement critique. La capacité entraîne la responsabilité. Nous demandons instamment à tous les États dotés d'armes nucléaires et à tous les États capables de se doter d'armes nucléaires dans toutes les régions de poursuivre de bonne foi les négociations visant à aboutir à l'objectif ultime qu'est l'élimination complète des armes nucléaires. Nous devons empêcher la marche de l'horloge vers le jour du jugement dernier.

L'engagement du Bangladesh à l'objectif du désarmement général et complet est sans équivoque. Il s'agit en fait d'une obligation constitutionnelle. Notre adhésion aux grands traités de désarmement en découle. C'est pour cette

raison, notamment, que nous accordons une telle priorité au désarmement nucléaire; nous avons appuyé, et nous continuerons à appuyer, tous les efforts visant à l'élimination complète des armes nucléaires.

Le TNP stipule que des mesures efficaces relatives à l'élimination des armes nucléaires doivent être négociées de bonne foi à brève échéance. C'était en 1968. Aujourd'hui, 30 ans plus tard, la communauté internationale n'est pas encore parvenue à s'entendre sur l'élimination dans des délais fixés des armes nucléaires. Des résolutions de l'Assemblée générale ont même demandé à la Conférence du désarmement de commencer des négociations sur un programme progressif de désarmement nucléaire en vue de l'élimination complète des armes nucléaires dans des délais spécifiques par le biais d'un instrument juridiquement contraignant.

La Conférence du désarmement doit respecter ces aspirations de la communauté mondiale. Le Bangladesh est d'avis que des négociations de fond sur un désarmement nucléaire total et complet devraient commencer immédiatement à la Conférence du désarmement. Un comité spécial sur le désarmement nucléaire doit être créé pour examiner cette question fondamentale.

L'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires est contraire au droit international. Le Bangladesh accorde une très grande importance aux garanties de sécurité qui intéressent considérablement tous les États non dotés d'armes nucléaires. Il s'agit, en fait, d'un élément fondamental pour que ces États restent ainsi. L'élimination complète des armes nucléaires reste sans aucun doute la meilleure garantie de sécurité contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires. Nous nous félicitons à cet égard de la mise sur pied, au sein de la Conférence du désarmement, du Comité spécial sur les garanties négatives de sécurité.

En tant que membre actif de la Conférence du désarmement, le Bangladesh reste déterminé à participer aux discussions, aux délibérations, aux débats et aux négociations de fond sur toute une gamme de questions relatives au désarmement et à la non-prolifération.

La prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est une question qui, ces derniers temps, a reçu l'attention qui lui revenait à la Conférence. L'espace extra-atmosphérique est le patrimoine commun de toute l'humanité et il doit être utilisé à des fins pacifiques au profit de toutes les nations. Cette dernière frontière ne doit pas connaître l'expérience d'une course aux armements

vouée à l'échec. Le Bangladesh, par conséquent, appuie tous les efforts en faveur d'un accord international évitant la militarisation de l'espace extra-atmosphérique.

L'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques, avec son régime de vérification perfectionné, a accru notre résolution de renforcer la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction au moyen de mécanismes de vérification similaires. Le Bangladesh accorde une importance considérable aux activités du Groupe spécial qui doit négocier un protocole visant à renforcer la Convention en mettant au point des mécanismes efficaces de vérification et de respect. Le Bangladesh s'est félicité de l'initiative prise par l'Australie de convoquer une réunion officielle à New York, le mois dernier, pour discuter de cette question et s'est associé à d'autres pour publier une Déclaration tournée vers l'avenir. Une volonté politique suffisante semble exister et nous croyons que le Groupe spécial sera en mesure de s'acquitter de son mandat dans les délais convenus.

La vente libre d'armes légères nous préoccupe profondément. Alors que les grandes armées du monde se désarment, les civils, eux, s'arment. Et si ces armes ne font pas l'objet d'un contrôle efficace, la paix ne sera jamais une réalité au sens propre du terme. L'accumulation excessive et déstabilisante et le transfert des armes légères a entraîné des tragédies humaines, économiques et sociales énormes. Ces problèmes se trouvent encore exacerbés par l'absence de règles mondiales ou de normes pouvant être utilisées pour limiter ces transferts ou cette accumulation. Il est indispensable que la communauté internationale accorde à ce problème la plus grande importance.

Ce problème pourrait être abordé en cherchant à établir un consensus mondial sur la surveillance et le contrôle des transferts illicites d'armes et les liens qui existent avec le trafic d'autres biens de contrebande. La tenue d'une conférence des Nations Unies sur tous les aspects du commerce illicite des armes dans un avenir rapproché serait un pas important dans cette direction. L'initiative qu'ont prise par les Ministres des affaires étrangères de la Norvège et du Canada d'organiser le mois dernier à l'ONU une session officielle sur le trafic et l'utilisation illicite des armes légères est particulièrement louable.

Nous demandons que soit rapidement convoquée la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il est temps que la communauté internationale examine la mise en oeuvre du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée géné-

rale — qui était la première session extraordinaire consacrée au désarmement — ainsi que les résultats des sessions extraordinaires qui ont suivi et qu'elle fasse le point de la situation internationale en matière de sécurité et de désarmement en cette époque d'après-guerre froide. Si le désarmement nucléaire doit rester notre plus haute priorité, nous devons aussi identifier les défis qui apparaissent dans cette ère nouvelle et mettre au point un plan d'action concerté pour relever ces défis dans un véritable esprit de multilatéralisme. Nous croyons que seule une session extraordinaire de l'Assemblée générale peut examiner la question du désarmement, en tenant compte, notamment, du rapport avec le développement, d'une manière suffisamment complète et globale, comme cette question le mérite.

La Première Commission de l'Assemblée générale porte sur les progrès dans la réalisation de l'un des objectifs principaux de l'Organisation des Nations Unies, soit le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le renforcement des compétences de l'ONU dans le domaine du désarmement exige donc une coordination efficace entre la Première Commission, la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement. Les organismes non gouvernementaux intéressés par ce domaine jouent un rôle important pour faire entendre les différents points de vue et pour promouvoir la prise de conscience en encourageant la cause du désarmement mondial. Les contributions importantes de la société civile pourraient être bien mieux utilisées par des accords clairement définis de coordination constructive entre la société et l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes heureux de la création d'un Département des affaires du désarmement et nous souhaitons qu'il joue un rôle très actif dans le domaine du désarmement. Il pourrait relancer les centres régionaux de l'ONU en faveur de la paix et du désarmement. Nous estimons, en effet, que les activités du Centre régional de l'Organisation des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique devraient être dirigées de la région même, et ce dans un avenir rapproché. Il n'y a aucune raison pour que le Centre soit dirigé à partir de New York. L'argument des limitations financières n'est pas plausible.

À la Première Commission comme à la Conférence du désarmement, le Bangladesh a toujours adopté une attitude constructive et mesurée, examinant les questions elles-mêmes sans se fonder sur des positions pré-établies. Nous continuerons à suivre cette tradition à la présente session.

**M. Hasmy** (Malaisie) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation est heureuse de vous voir à la présidence de la Première Commission à cette cinquante-troisième session de l'Assemblée générale. Nous sommes certains, étant

donné votre compétence et votre expertise bien connues, que vous saurez mener à bien les travaux de la Commission. Ma délégation vous assure de son plein appui et de sa coopération à cette fin.

Nous remercions le Secrétaire général des remarques importantes et ciblées qu'il a prononcées devant la Commission ce matin.

La situation dans le domaine du désarmement, cette année, a été plutôt sombre. Cela a été noté par la réunion au sommet du Mouvement des pays non alignés dans son document final auquel ma délégation souscrit entièrement. Une percée importante a eu lieu dans le domaine du désarmement classique, où un succès fort louable a été remporté, à savoir la signature de la Convention sur les mines antipersonnel, mais on ne peut parler de progrès réels dans le domaine du désarmement nucléaire. Les puissances nucléaires continuent d'estimer qu'il vaut mieux leur laisser le soin de négocier la question du désarmement nucléaire. À ce jour, cependant, il n'y a eu aucun progrès réel à signaler sur ce point. Le processus START II est en suspens, en attendant la ratification par la Douma russe. Tant que cela ne sera pas fait, il n'y aura pas de mouvement dans la direction de START III.

Entre-temps, un autre recul a été enregistré à la suite de la série d'essais nucléaires effectués en Asie du Sud. Ces essais suscitent une profonde préoccupation régionale et mondiale puisqu'ils ouvrent la perspective dangereuse d'une prolifération nucléaire, sapant ainsi le Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Ces essais devraient donner l'alarme à la communauté internationale, et plus particulièrement aux États dotés d'armes nucléaires, et les pousser à n'épargner aucun effort pour veiller à ce que la prolifération des armes nucléaires cesse à tout prix et immédiatement. Une démarche constructive de leur part serait de cesser toutes les activités liées à la prolifération verticale des armes nucléaires, un créneau qu'ils ont négocié à leur propre intention dans le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ils ne peuvent espérer convaincre pleinement les États non dotés d'armes nucléaires que leur sécurité est mieux servie en renonçant aux armes nucléaires alors qu'eux, les États dotés d'armes nucléaires, continuent non seulement d'en conserver un grand nombre mais aussi d'améliorer la puissance destructrice de ces armes de destruction massive.

Il est indéniable que, bon gré mal gré, nous devons compter aujourd'hui sept États dotés d'armes nucléaires déclarés. Il y a au moins un État doté d'armes nucléaires non déclaré et peut-être quelques autres qui aspirent à se



joindre à ce club pour des raisons de sécurité nationale, sinon de prestige. Il est donc impérieux que les essais en Asie du Sud ne soient pas considérés purement en termes de dynamique régionale et rationalisés en tant que tels mais dans un contexte d'ensemble de désarmement nucléaire au niveau mondial. C'est la responsabilité particulière des États dotés d'armes nucléaires de faire face de manière appropriée à cette nouvelle évolution. Ils doivent démontrer de façon convaincante leur engagement ferme et constant envers les objectifs du désarmement nucléaires tels que définis dans le Traité de non-prolifération, en amorçant des négociations sérieuses pour réduire leurs arsenaux nucléaires en vue de leur élimination. Leurs obligations sont claires à cet égard, en particulier aux termes de l'article VI du TNP et elles ont été clairement affirmées par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*. À moins qu'il ne soit clairement perçu, en particulier par les États aspirant à la capacité nucléaire, que les États dotés d'armes nucléaires sont sérieux dans leur intention de réaliser les objectifs du désarmement nucléaire, le monde s'engagera, bon gré mal gré sur la voie de la prolifération nucléaire.

Ma délégation prie donc instamment les États dotés d'armes nucléaires d'adopter une attitude plus constructive pour faire face à leurs obligations et à leurs responsabilités tant aux termes du TNP et de la Convention sur l'interdiction complète des essais nucléaires et de démontrer sans ambiguïté leur engagement à réaliser les objectifs du désarmement nucléaire. Il serait utile qu'ils commencent à adopter une attitude plus coopérative à l'égard des initiatives de désarmement nucléaire prises par les États non dotés d'armes nucléaires plutôt que de les rejeter, comme ils en avaient jusqu'à maintenant l'habitude, comme étant des efforts irréalistes et naïfs.

Des efforts devraient donc être déployés pour mettre au point une démarche de désarmement nucléaire qui relèverait davantage de la coopération que de l'affrontement. Une telle démarche pourrait au moins assurer, lors de la prochaine session du Comité préparatoire du TNP, un résultat plus productif que celui obtenu à la dernière session, ouvrant ainsi la voie au succès du processus d'examen du TNP en l'an 2000. Cela est essentiel pour essayer d'enrayer l'érosion de la confiance dans le Traité qui commence déjà à se manifester dans certains milieux.

Le processus d'examen du TNP devrait considérer sérieusement les aspects quantitatif et qualitatif du désarmement nucléaire, l'absence de progrès réel en matière de désarmement nucléaire et la responsabilité des États dotés d'armes nucléaires relativement au processus d'examen et

à la mise en oeuvre pleine et entière du TNP. Étant donné les événements récents, des efforts doivent être consentis pour renforcer encore plus cet important moyen de non-prolifération. L'alternative comporte des risques inacceptables.

En même temps, d'autres efforts devraient être déployés pour assurer la ratification rapide de la Convention sur l'interdiction complète des essais nucléaires afin d'ouvrir la voie à son entrée en vigueur dans les délais prévus. Ma délégation se félicite de la ratification du Traité par le Royaume-Uni et la France. Elle se félicite en particulier de la volonté de l'Inde et du Pakistan de signer le Traité d'ici un an et espère que cet engagement sera respecté. Ma délégation prie instamment les autres parties concernées à ratifier le Traité sans délai. Cela est un impératif si nous tenons à ce qu'il soit un instrument efficace interdisant à jamais les essais nucléaires. Pour sa part, la Malaisie a signé le Traité en juillet de cette année pour réaffirmer son appui aux mesures visant au désarmement nucléaire et des mesures ont été adoptées en vue de sa ratification bien que nous ne soyons pas satisfaits de certains aspects du Traité. En participant au système de suivi international du Traité, la Malaisie aura une station de suivi des radionucléides et l'Institut malaisien de recherche sur la technologie nucléaire sera l'agence nationale responsable de la surveillance et de la mise en oeuvre des dispositions du Traité. Comme dans le cas du TNP, tous les efforts devraient être faits pour obtenir l'adhésion universelle à la Convention sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

En contribuant au processus de désarmement nucléaire, ma délégation a demandé, par le biais de la résolution proposée ces deux dernières années et qu'elle proposera encore à la présente session de l'Assemblée générale relativement à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, que des négociations s'engagent sur le désarmement nucléaire qui conduiraient à la conclusion d'une convention sur les armes nucléaires. Faisant suite à la criminalisation de toutes les activités liées aux armes chimiques et biologiques par le biais des conventions pertinentes, il n'est que logique et approprié qu'une convention globale sur les armes nucléaires, les armes responsables de la destruction massive la plus horrible qui soit, vise à long terme à leur élimination complète afin d'assurer la survie de l'espèce humaine sur la planète. Si un projet de convention type préparé par les principaux experts internationaux en matière de désarmement nucléaire est déjà en circulation, fournissant les bases d'une discussion, ma délégation, cependant, ne suggère pas que des négociations soient entreprises immédiatement sur une convention. Nous esti-

mons que le chemin menant à l'élimination totale des armes nucléaires sera long et ardu et qu'il vaut mieux passer par une série d'étapes bien définies accompagnées de mécanismes de vérification et de contrôle appropriés. Une telle démarche n'est donc pas incompatible avec l'approche progressive, étape par étape, proposée par d'autres, y compris par le Mouvement des pays non alignés, et elle devrait être considérée de façon positive et constructive par les États dotés d'armes nucléaires. Ma délégation aura d'autres commentaires à ce sujet lorsqu'elle présentera son projet de résolution sur l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*.

Les négociations sur les différents aspects du désarmement nucléaire devraient être intensifiées à la Conférence du désarmement afin d'arriver à ce but ultime. Malheureusement, la Conférence du désarmement est toujours dans l'impasse quant à la question d'établir un comité spécial sur le désarmement nucléaire. Nous nous félicitons cependant de sa décision récente d'établir deux Comités spéciaux, l'un sur l'arrêt de production des matières fissiles, l'autre sur les garanties négatives de sécurité. Nous espérons vivement que les deux Comités spéciaux seront rétablis chaque année presque automatiquement et que toutes les parties concernées négocieront de bonne foi dans les mois et années à venir pour permettre qu'un accord soit conclu le plus rapidement possible sur ces deux aspects importants du désarmement nucléaire. La Malaisie s'engage à jouer un rôle actif et constructif à ces négociations et attend avec impatience d'être reçue comme membre à part entière de la Conférence du désarmement.

Ma délégation est particulièrement préoccupée par le danger inhérent d'une guerre thermonucléaire qui serait déclenchée par accident ou par un acte de terrorisme. Cela devrait encourager encore davantage la communauté internationale à oeuvrer pour la réduction et l'élimination rapide des armes nucléaires. Entre-temps, des efforts devraient être déployés pour éviter ou éliminer de tels risques. À cet égard, ma délégation se félicite de la proposition faite par la Commission Canberra et appuyée par l'initiative récemment prise par huit États, ici-même à l'ONU, de réduire l'état d'alerte de toutes leurs forces nucléaires. Nous nous félicitons particulièrement de la mesure prise par le Royaume-Uni qui équivaut au renoncement à l'état d'alerte de ses forces sous-marines nucléaires. Nous y voyons une contribution positive louable notamment dans le contexte de la réduction de la possibilité d'une guerre nucléaire déclenchée par accident. En même temps, nous demandons aux pays possédant des armes nucléaires de renforcer la sécurité de leurs installations nucléaires en ayant recours à des moyens

techniques, physiques ou nationaux plus stricts ou par le biais de la coopération internationale.

Si notre principal objectif de désarmement devrait rester le désarmement nucléaire, la prolifération des armes légères qui s'est accrue de façon disproportionnée ces dernières années, est une source de profonde préoccupation pour ma délégation et représente une des questions les plus difficiles auxquelles la communauté internationale devra faire face. Bien qu'elles aient un rôle à jouer dans la défense nationale légitime, leur prolifération déstabilise les sociétés et encourage le terrorisme. La communauté internationale devrait renforcer sa coopération pour contrôler le mouvement de ces armes grâce à des efforts plus grands en matière de transparence, par le biais du Registre des armes classiques de l'ONU auquel participent plus de 90 pays, dont le mien. Ma délégation appuie les efforts déployés pour promouvoir l'utilisation universelle du Registre. Nous appuyons également la proposition visant à sensibiliser davantage la conscience publique quant au problème que représentent les armes légères en convoquant une conférence internationale.

La Malaisie se félicite de la prochaine entrée en vigueur du traité d'Ottawa visant l'interdiction des mines antipersonnel, avec la déposition du quarantième instrument de ratification à l'ONU récemment. Nous louons la rapidité avec laquelle le Traité entre en vigueur, moins d'un an après son ouverture à la signature, ce qui est un accomplissement remarquable qui témoigne de l'appui universel que recueille ce traité. La Malaisie, qui a été parmi les premiers signataires du Traité, prend les mesures nécessaires en vue de sa ratification rapide.

Pour terminer, ma délégation voudrait rendre hommage au Département des affaires du désarmement dirigé par le Secrétaire général adjoint Jayantha Dhanapala. Sous sa direction compétente et dynamique, le Département a su reconcentrer l'attention de l'Organisation sur la question importante du désarmement comme cela n'avait pas été possible depuis longtemps. Nous estimons que ce Département nouvellement remanié et revalorisé apportera une contribution importante aux efforts du Secrétaire général afin d'établir une nouvelle culture de paix mondiale, comme il l'a si éloquemment décrite, et l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle essentiel dans ce processus. Nous souhaitons un plein succès au Département et l'assurons de notre appui et de notre coopération dans ses diverses activités.

Voici donc les quelques commentaires que ma délégation voulait faire sur certains aspects des questions qui nous intéressent. Nous aurons des commentaires précis sur d'au-

tres aspects de la question du désarmement au cours du débat.

**M. Valdivieso** (Colombie) (*interprétation de l'espagnol*) : Monsieur le Président, ma délégation voudrait commencer en vous adressant ses plus chaleureuses félicitations pour votre élection à la direction des délibérations de la Première Commission. Nous sommes convaincus que sous cette direction avisée, nos travaux seront couronnés de succès. Vous pouvez compter sur notre appui pour arriver à cette fin. Nous adressons également nos félicitations aux autres membres du Bureau.

Ma délégation voudrait également exprimer sa reconnaissance très sincère à M. Mothusi Nkgowe pour la manière efficace et compétente dont il a dirigé les travaux de la Première Commission au cours de la cinquante-deuxième session.

Un grand nombre des espoirs nés à la fin de la guerre froide ont disparu. On doit regretter que certains facteurs, certaines doctrines qui ont alimenté la confrontation Est-Ouest ont survécu aux changements intervenus à l'échelle internationale. Les armes nucléaires, qui n'ont jamais eu et n'ont pas de justification, restent une menace à la paix, à la stabilité, à l'existence même de l'humanité. C'est pourquoi la paralysie du processus de désarmement nucléaire est un vif sujet de préoccupation pour la communauté internationale.

Mon pays s'est toujours vivement opposé par le passé, et s'oppose encore aujourd'hui véhémentement à la réalisation d'essais nucléaires sous n'importe quelle forme. Les essais réalisés cette année ont, une fois de plus, souligné à quel point il est urgent d'éliminer les armes nucléaires et le danger réel et immédiat qu'elles représentent. La communauté internationale doit continuer à travailler en vue de parvenir à des accords sur un programme progressif, dans des délais précis, pour l'élimination complète des armes nucléaires et pour l'interdiction de leur mise au point, fabrication, acquisition, essai, stockage, transfert, utilisation et menace d'utilisation.

Nous sommes heureux qu'un accord ait été réalisé au sein de la Conférence du désarmement sur la création d'un Comité spécial pour la négociation d'une convention sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires et autres engins nucléaires explosifs. Nous sommes convaincus que les négociations à ce sujet doivent porter aussi bien sur l'élimination des matières fissiles existantes que sur l'interdiction de leur production à l'avenir. Nous sommes persuadés que l'accord intervenu pour

l'établissement du comité facilitera le progrès en vue de la mise en place d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire.

Nous notons avec beaucoup d'intérêt la Déclaration présentée par un groupe de pays le 9 juin 1998 intitulé «Vers un monde exempt d'armes nucléaires : un nouvel ordre du jour» et nous l'appuyons. Cette Déclaration, s'associant à d'autres initiatives proposées par le Mouvement des pays non alignés, représente une importante contribution en vue de l'élimination complète des armes nucléaires.

Nous tenons à rappeler le caractère prioritaire et l'importance que nous accordons à ce que les États dotés d'armes nucléaires fournissent aux États non dotés d'armes nucléaires des garanties négatives de sécurité à caractère universel, inconditionnel et contraignant. Nous sommes persuadés que la mise en place d'un Comité spécial à cette fin dans le cadre de la Conférence du désarmement permettra de progresser sur cette question.

Le Traité de non-prolifération des armes nucléaires reste un élément-clé de la non-prolifération et du désarmement. C'est pourquoi les États dotés d'armes nucléaires parties au Traité doivent pleinement respecter leurs engagements et notamment ceux contenus dans l'article VI. Le Comité préparatoire et la Conférence d'examen du TNP de l'an 2000 doivent respecter les obligations aux termes du Traité ainsi que les engagements figurant dans le document des principes et objectifs et la résolution sur le Moyen-Orient. C'est avec satisfaction que nous prenons acte de l'adhésion du Brésil au Traité de non-prolifération.

Aux zones exemptes d'armes nucléaires établies par les Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de l'Antarctique, de Pelindaba et de Bangkok, doivent s'ajouter diverses autres initiatives ayant le même objectif, y compris la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale et l'initiative de la Mongolie tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans ce pays. La Colombie appuie également la proposition d'éliminer les armes nucléaires de tout l'hémisphère Sud ainsi que la proposition visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, conformément aux résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale.

Nous nous félicitons du nombre croissant de ratifications de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Mon gouvernement a entamé le processus de ratification et nous espérons voir ce

processus aboutir le plus rapidement possible. Nous sommes convaincus que, comme les autres conventions internationales sur les armes de destruction massive, la crédibilité et l'efficacité de la Convention dépend, dans une large mesure, de son degré d'universalité.

C'est avec satisfaction que nous relevons les progrès réalisés dans les négociations du protocole en vue de renforcer l'application et l'efficacité de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ainsi que la décision de la quatrième Conférence de révision demandant que les négociations du Groupe spécial aboutissent le plus rapidement possible. Mon pays est au nombre des auteurs de la Déclaration ministérielle adoptée à New York le 23 septembre 1998 par laquelle nous apportons un appui ferme aux activités du Groupe spécial pour que celui-ci puisse pleinement accomplir tous les aspects de son mandat.

Je saisis l'occasion pour rappeler qu'au cours du mois d'août dernier, le Congrès colombien a adopté la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination ainsi que les quatre Protocoles y relatifs. La Convention est actuellement à l'examen de la Cour constitutionnelle, dernière étape du processus de ratification.

Nous sommes satisfaits du fait que les 40 premières ratifications aient été obtenues concernant la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, ce qui permettra l'entrée en vigueur de la Convention le 1er mars 1999, conformément à l'article 17. Mon gouvernement a déjà présenté cette Convention au Congrès en vue de sa ratification.

Le trafic illicite des armes légères et de petit calibre et leur accumulation et prolifération constituent une grave menace pour les peuples et pour la sécurité régionale et nationale; elles contribuent à aggraver les tensions qui mènent à des luttes internes et ont une incidence négative sur le développement économique des pays concernés. On reconnaît largement l'existence de liens entre les organisations criminelles qui opèrent dans divers endroits du monde et qui participent notamment au commerce illicite des armes, au trafic de stupéfiants, au blanchiment de l'argent et au terrorisme. Dans l'hémisphère Ouest, l'année dernière, un instrument à caractère contraignant a été adopté, la Convention interaméricaine contre la production et le trafic

illicite d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matières connexes.

La communauté internationale doit maintenant recommander des mesures fondées sur l'action pour lutter contre le trafic déstabilisant des armes légères en tant que point de départ d'une négociation à l'échelle mondiale. Une convention internationale sur cette question doit engager les États à prendre des mesures législatives pour contrôler au plan interne les armes à feu, les munitions et les explosifs comme condition essentielle pour éviter l'utilisation criminelle de ces armes et leur trafic illicite et clandestin. De même, un accord à ce sujet doit contenir des mécanismes permettant de garantir le respect.

Étant donné que le trafic illicite des armes fait partie d'une économie clandestine qui se compose d'un ensemble d'organisations criminelles internationales dotées de circuits d'information et de communications et de réseaux de financement et de distribution, il est clair que la lutte contre ce fléau doit être entreprise dans une perspective mondiale. Ainsi, comme mon pays l'a déclaré en répondant au Secrétaire général sur cette question, nous appuyons fermement la convocation le plus rapidement possible d'une conférence sur le commerce illicite des armes.

De même, mon pays appuie l'initiative d'inclure un protocole sur des mesures visant à lutter contre le trafic illicite des armes dans la convention sur le crime organisé transnational qui devrait être négocié dans le cadre de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale.

Pour terminer, ma délégation voudrait rappeler son appui à la tenue d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Nous sommes convaincus qu'il s'agit de l'instance appropriée pour examiner les mesures à prendre à l'avenir en matière de désarmement, de contrôle des armements et d'autres questions relatives à la sécurité internationale. Nous sommes également convaincus de l'importance du multilatéralisme dans le processus de désarmement et de la nécessité de garantir la pleine participation de tous les membres de la communauté internationale à la préparation et à la tenue de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

**M. Than** (Myanmar) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous adresser les chaleureuses félicitations de la délégation du Myanmar à l'occasion de votre élection unanime à la présidence

de la Première Commission. Nous félicitons également les autres membres du Bureau.

Alors que nous considérons le problème du contrôle des armes et du désarmement au début des travaux de la Première Commission en cette cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, le tableau que nous contemplons n'est ni encourageant ni rassurant; il n'est pas non plus très brillant. C'est une mosaïque. Le tableau d'ensemble est plutôt sombre et triste. De nombreuses régions et zones se trouvent dans le noir le plus complet. Certaines n'ont qu'un éclairage faible et sinistre. Seules quelques zones émettent quelques lueurs.

Le désarmement nucléaire est dans l'impasse. Les négociations bilatérales en matière de désarmement nucléaire entre les États-Unis et la Fédération de Russie semblent avoir perdu leur élan pour le moment. START II n'a toujours pas été ratifié par la Fédération de Russie. Nous souhaitons tous que le Traité START II entre rapidement en vigueur et que les deux principaux États dotés d'armes nucléaires mettent pleinement en application ce Traité. Nous les prions instamment de revitaliser le processus de négociation bilatéral et d'entreprendre les négociations de START III dès que possible.

Non que nous ne reconnaissons pas les mesures concrètes adoptées par les États dotés d'armes nucléaires dans le passé. Nous nous félicitons des réductions importantes faites par les deux principaux États dotés d'armes nucléaires dans leurs arsenaux nucléaires ainsi que des mesures unilatérales adoptées par certains États dotés d'armes nucléaires. Mais on ne peut se complaire dans les accomplissements du passé ni faire preuve de suffisance. Il faut aller de l'avant et considérer les tâches importantes et urgentes qui restent à accomplir.

Lors de la Conférence historique d'examen et de prolongation du Traité de non-prolifération des armes nucléaires tenue à New York en avril et mai 1995, les États parties, y compris les États dotés d'armes nucléaires, ont pris des engagements solennels et historiques dont, entre autres, celui, pour les États dotés d'armes nucléaires, de poursuivre avec détermination les efforts systématiques et progressifs afin de réduire les armes nucléaires à l'échelle mondiale, dans le but ultime de les éliminer; ces États se sont également engagés à considérer d'autres mesures pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation des armes nucléaires qui pourrait prendre la forme d'un instrument international juridiquement contraignant.

Il est regrettable de noter que certains États dotés d'armes nucléaires ne respectent pas ces engagements. Souvent, ces engagements solennels ne sont même pas mentionnés ou réaffirmés dans leurs déclarations. Lorsque, de temps en temps, de telles références sont faites, il s'agit de déclarations superficielles et peu enthousiastes.

La réticence de la part de certains États dotés d'armes nucléaires d'aller de l'avant en ce qui concerne ces deux questions importantes est évidente quand on remarque l'opposition continue de ces États à la mise en place d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement et à la négociation d'un instrument internationalement et juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires. La même absence de volonté politique de la part de certains États dotés d'armes nucléaires relativement à ces questions est évidente aux réunions de la Commission préparatoire de la Conférence d'examen du TNP de l'an 2000. Certains États dotés d'armes nucléaires s'opposent fermement à la formulation d'un projet de texte évolutif même modéré sur le désarmement nucléaire, les garanties de sécurité et les questions connexes à ces réunions et cela est regrettable. La deuxième session du Comité préparatoire qui devait engager le travail préparatoire de fond pour la Conférence d'examen du TNP de l'an 2000 a été un triste échec.

Une série d'explosions nucléaires souterraines effectuées en Asie du Sud en mai de cette année a démontré que le régime du TNP n'est pas pleinement efficace pour contenir le génie nucléaire. Ces essais nucléaires ont suscité une préoccupation au plan international. La politique du Myanmar est de s'opposer à tout essai nucléaire par quelque pays que ce soit dans tout environnement. Nous sommes favorables à la cessation de tous les essais nucléaires dans tous les environnements et à jamais. Les récentes explosions nucléaires en Asie du Sud ne sont pas simplement une question d'essais nucléaires. Elles ont soulevé une question bien plus grave. Si les États dotés d'armes nucléaires continuent d'hésiter à remplir leurs obligations en matière de désarmement nucléaire et maintiennent leur attitude inflexible, le TNP sera-t-il viable et sera-t-il vraiment en mesure de mettre un frein à la prolifération des armes nucléaires? Il est inhérent à la nature humaine et à la dynamique de la prolifération nucléaire que tant que les États dotés d'armes nucléaires continueront de vouloir posséder des armes nucléaires et continueront de donner une grande valeur à la

dissuasion nucléaire, le désir des États de seuil d'acquiescer des armes nucléaires, ouvertement ou clandestinement, ne fera que s'accroître.

À cet égard, nous devons adopter une démarche à deux volets. D'une part, les États non dotés d'armes nucléaires devraient s'abstenir d'acquiescer des armes nucléaires. D'autre part, les États dotés d'armes nucléaires devraient remplir leur obligation de prendre des mesures plus efficaces de désarmement nucléaire devant conduire à l'élimination totale de ces armes. Une norme juridique internationale imposant une interdiction complète des armes nucléaires devrait être établie et il faudrait la faire respecter efficacement. Le désarmement nucléaire et la non-prolifération nucléaire sont indivisibles et doivent aller de pair.

En raison de cette attitude et de la réticence de certains États dotés d'armes nucléaires d'aller de l'avant en matière de désarmement nucléaire, il existe un problème de crédibilité entre les États dotés d'armes nucléaires et les États non dotés d'armes nucléaires. Les États dotés d'armes nucléaires doivent remédier à ce problème de crédibilité au moyen d'actions et de mesures concrètes.

Le point 1 à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement s'intitule «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire»; pourtant, la Conférence du désarmement s'est vue nié son rôle propre d'entreprendre des négociations multilatérales pour le désarmement nucléaire. Face à cette impasse dans le désarmement nucléaire, nous devons chercher un nouvel ordre du jour qui donnera un élan aux efforts internationaux pour l'établissement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Le Myanmar est prêt à s'associer avec d'autres pays ayant les mêmes vues afin d'arriver à un nouvel ordre du jour viable pour le désarmement nucléaire.

À notre avis, un tel ordre du jour devrait comprendre ces éléments: les armes nucléaires doivent être mises hors d'alerte et désactivées et les ogives nucléaires doivent être retirées de ces armes dans les arsenaux des États dotés d'armes nucléaires; dans une première étape, un accord multilatéral universel et juridiquement contraignant devrait être conclu engageant tous les États à adhérer à l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires; un instrument internationalement et juridiquement contraignant devrait être adopté engageant les États dotés d'armes nucléaires à ne pas être les premiers à utiliser des armes nucléaires; une convention internationale devrait être adoptée sur les matières fissiles; et un instrument internationalement et juridiquement contraignant devrait être adopté sur les garanties de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires.

La mise hors d'alerte et la désactivation des armes nucléaires ainsi que l'élimination des ogives nucléaires de ces armes dans les arsenaux nucléaires des États dotés d'armes nucléaires est une première mesure essentielle. Le risque d'utilisation non autorisée, de déclenchement d'une guerre dû à une erreur de calcul ou à un accident et le risque de prise de décisions à la hâte d'utiliser des armes nucléaires en seront diminués. En temps de crise, un délai précieux pourra ainsi être efficacement utilisé pour la résolution des conflits et pour éviter la guerre nucléaire.

La conclusion d'un instrument internationalement et juridiquement contraignant engageant les États dotés d'armes nucléaires à ne pas être les premiers à utiliser l'arme nucléaire représente une autre mesure importante. Un tel accord dénué de toute ambiguïté sur la non-utilisation en premier d'armes nucléaires dont on tiendrait compte dans les doctrines militaires et les déploiements de force et la stricte adhésion à cet accord par les États dotés d'armes nucléaires préviendrait, en fait, l'utilisation des armes nucléaires et le déclenchement d'une guerre nucléaire. Si le rôle des armes nucléaires n'est limité qu'à la dissuasion des autres d'y recourir, l'utilisation des armes nucléaires en elle-même deviendra inutile. La diminution du recours aux armes nucléaires dans le cadre d'un tel accord constituerait une mesure importante permettant de diminuer le rôle des armes nucléaires et contribuerait à la cause de la limitation des armes nucléaires et du désarmement nucléaire.

Ces mesures immédiates importantes, entre autres choses, sont prises en considération dans le projet de résolution traditionnel du Myanmar sur le désarmement nucléaire qu'avec d'autres co-auteurs, nous présenterons à la présente session. L'essentiel de ce projet de résolution sera encore une fois l'appel que nous lançons pour la mise en place d'un programme par étapes de désarmement nucléaire devant conduire à l'élimination totale des armes nucléaires dans des délais fixés. Nous espérons que notre projet de résolution sera largement appuyé par les États Membres cette année.

L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice rendu le 8 juillet 1996 sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* est d'une grande importance. Il constitue une contribution considérable à la cause de la limitation des armes nucléaires et du désarmement nucléaire ainsi qu'au développement du droit international. Ma délégation estime qu'étant donné l'importance de la question de la non-utilisation en premier des armes nucléaires, il serait peut-être utile de solliciter un autre avis consultatif de la Cour, par le biais d'une résolution de l'Assemblée générale, sur la légalité de la première utilisation d'armes nucléaires.

Ma délégation travaille de concert avec d'autres délégations intéressées sur cette question.

Un domaine où pointe une lueur d'espoir dans ce tableau fort sombre est le traité sur l'arrêt de la production des matières fissiles. Nous nous félicitons de la création à la Conférence du désarmement d'un Comité spécial sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres engins explosifs nucléaires.

La Conférence du désarmement — la seule instance de négociation multilatérale traitant du désarmement — a justifié sa réputation jusqu'à maintenant et a donné des résultats concrets chaque fois qu'elle a reçu un mandat adéquat et l'appui politique nécessaire. Le rôle de la Conférence du désarmement doit être renforcé afin qu'elle puisse s'adapter aux besoins de notre époque pour la négociation d'une série d'accords multilatéraux sur diverses questions. Notre préférence, bien sûr, serait la création d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire établi à la Conférence du désarmement au début de sa session de 1999. Cependant, au cas où un consensus pourra être réalisé à la session de l'année prochaine concernant seulement le rétablissement des comités spéciaux sur l'arrêt de la production des matières fissiles et sur les garanties de sécurité négatives, et non sur aucun autre point de l'ordre du jour, le désarmement nucléaire devrait recevoir un traitement égal à celui des autres points de l'ordre du jour. Il convient d'explorer les moyens d'arriver à un tel accord sur l'établissement de mécanismes appropriés en matière de désarmement nucléaire ainsi que les autres points à l'ordre du jour, y compris la nomination de coordonnateurs spéciaux.

Nous estimons qu'il est nécessaire et approprié de procéder à un élargissement limité de la composition de la Conférence du désarmement afin de tenir compte de la réalité d'aujourd'hui et du caractère représentatif des Membres de l'ONU. À cet égard, le Myanmar appuie sans réserve les demandes déposées par la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande pour participer pleinement à la Conférence du désarmement.

En ce qui concerne notre région, ma délégation voudrait exprimer sa profonde appréciation pour le rôle important et utile joué par le Centre régional de l'Organisation des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique qui encourage le dialogue sur la sécurité entre les États membres de la région sur les questions régionales et mondiales relatives à la limitation des armes et au désarmement. Nous félicitons le Centre qui a organisé avec succès des conférences et des séminaires très utiles et

de niveau élevé sur le désarmement pour les États membres de la région. Nous recommandons vivement que le Centre poursuive et élargisse ses activités conformément à la tradition qu'il a lui-même établie et suivie pendant plus d'une décennie et nous l'appuyons dans cette démarche.

Nous sommes saisis d'un ordre du jour très chargé quant à la limitation des armements et le désarmement. Cependant, la question que nous ne devons pas perdre de vue et à laquelle nous devons accorder la plus haute priorité est celle du désarmement nucléaire. Nous devons donc faire tout en notre pouvoir pour sortir de l'impasse actuelle en ce qui concerne cette question essentielle.

**Le Président** (*interprétation de l'anglais*) : J'aimerais rappeler à la Commission que, conformément à la décision adoptée par la Commission, la liste des orateurs au débat général pour toutes les questions du désarmement et de la sécurité internationale sera close ce soir à 18 heures. Je prie instamment les délégations intéressées d'inscrire leur nom sur la liste des orateurs dès que possible.

*La séance est levée à 13 h 20.*